

LA PRESSE

lapresseaffaires.com

AFFAIRES

CLAUDE PICHER > SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT PAGE 5

S&P/TSX 8638,61 +90,20 (+1,06%)	Actions négociées 173 47 Inchangées : 3	TSX CROISSANCE 1817,73 +41,30 (+2,33%)	QUÉBEC 30 1063,55 +6,44 (+0,61%)	Actions négociées 22 7 Inchangées : 1	NASDAQ 2064,01 +44,45 (+2,20%)	DOW JONES 10593,03 +97,48 (+0,93%)	S&P 500 1142,76 +14,17 (+1,26%)
--	---	---	---	---	---	---	--

Fausse tendance et vrai phénomène

SOPHIE COUSINEAU
 LE MONDE
 DES AFFAIRES
 scousine@lapresse.ca

Posez la question à tout journaliste qui pioche sur son clavier depuis quelques années, et il vous en fera la confession, j'en mettrais ma main au feu. Tous les reporters succombent un jour ou l'autre à la tentation de la « fausse tendance ».

Nous prenons deux ou trois cas semblables, nous les montons en épingle (consciemment ou non), puis nous annonçons qu'il s'agit d'un nouveau phénomène de société !

Cette semaine, par exemple, Glenn et Greg Chamandy ont annoncé qu'ils abandonneront leurs actions à droit de vote multiple grâce auxquelles ces frères contrôlent le fabricant de t-shirts Gildan, de Montréal; ils n'auront plus 67 % mais 20 % des votes, une influence proportionnelle à l'importance de leur investissement. Il y a huit mois, Éric Dupont, le fondateur des Laboratoires AETerna, de Québec, ainsi que les dirigeants du groupe financier Home Capital Group, de Toronto, ont pris une décision semblable au nom de la démocratie dans l'actionnariat. Une action, un vote.

De là à conclure que ces gestes — que nous applaudissons bien fort — constituent une « tendance », il y a un pas qu'il est tentant de franchir. Toutefois, les Bombardier-Beaudoin, les Desmarais, ainsi que la plupart des grandes familles d'affaires du pays ont clairement laissé savoir ces derniers temps qu'ils ne céderont pas un pouce de leur emprise... Or, tant que ces familles ne bougeront pas, les partisans d'une meilleure régie d'entreprise auront beau dénoncer les classes d'actions sur tous les toits, ils n'y pourront strictement rien.

À l'inverse, les journalistes sous-estiment parfois la portée de certains phénomènes. La concurrence asiatique, sur laquelle j'ai beaucoup écrit récemment, en est un exemple. En préparant ces articles, je savais que je trouverais, en fouillant, quelques histoires d'entreprises québécoises qui démenagent leur production en Chine. À ma surprise, j'ai eu l'embarras du choix. Aujourd'hui encore, je reçois des dizaines de lettres et de téléphones de gens qui racontent des histoires souvent ignorées, parce qu'elles concernent des PME, des sociétés à capital fermé ou des entreprises établies en région qui passent sous le radar des grands médias.

Une histoire parmi d'autres, celle de la Robertson, une entreprise de LaSalle qui a conçu la vis à trou

> Voir **TENDANCE** en page 2



PHOTO RICK SAMMON, AP

Plusieurs mythes concernant la productivité des Canadiens

SOMMES-NOUS PARESSEUX ?

FRANCIS VAILLES

Année après année, les Québécois se font dire qu'ils ont des problèmes de productivité. Que les Américains sont de plus en plus productifs, contrairement aux Canadiens, ce qui explique leur forte croissance économique. Sommes-nous moins travailleurs ? Pas du tout. Voici certains mythes au sujet de la productivité.

1. PAS UNE QUESTION DE PARESSE

D'abord, les Québécois ne sont pas des fainéants. L'économiste Pierre Fortin rappelle que la productivité est surtout une affaire de quantité d'équipements et de main-d'œuvre qualifiée. « Ce sont des facteurs qui ne dépendent pas de la paresse des travailleurs, dit-il.

« Notre présumée faible productivité pourrait être un faux problème, car il est très difficile de comparer la productivité de deux pays ou de deux entreprises, qui fabriquent des produits différents », ajoute le professeur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Parlez-en aux dirigeants des Ateliers de guitares Godin, qui fabriquent les fameuses guitares *Norman* et *Seagull*. L'entreprise de Baie-d'Urfé produit significativement plus de guitares de qualité, pour un même nombre d'employés, depuis qu'elle s'est outillée d'équipements de coupe ultramodernes (voir autre texte en page 6).

Présentement, la question de la productivité est sur toutes les lèvres. Et c'est une question cruciale. La hausse du dollar face à la devise américaine et la montée de la Chine met nos entrepreneurs sur les dents. Si les Canadiens veulent maintenir leur niveau de vie, ils doivent sans cesse améliorer leur productivité. Une organisation qui se contente de faire du surplace est vite dépassée par ses concurrents et risque de déperir ; il en va de même pour l'économie dans son ensemble.

2. AUSSI BONS QUE LES AMÉRICAINS

Avant de faire des choix, il importe de dresser un constat juste. Or, contrairement à la croyance populaire, la productivité n'a pas augmenté moins vite au Canada qu'aux États-Unis depuis 10 ou même 20 ans, secteur privé et public confondus.

> Voir **PARESSEUX** en page 6

QUELQUES FAITS SURPRENANTS CONCERNANT LA PRODUCTIVITÉ

- 1- Le Canada a amélioré autant sa productivité que les États-Unis depuis 10 ou même 20 ans
- 2- Le Canada est en tête des pays du G7 pour la croissance de la productivité depuis cinq ans.
- 3- En termes absolus, la France a une plus grande productivité que le Canada ou les États-Unis.
- 4- Les employés de Domtar sont quatre fois plus productifs que ceux de Shermag, si l'on s'en remet à la méthode internationalement reconnue de mesure de la productivité.

Quebecor World a perdu 54 millions au 4^e trimestre

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

L'imprimeur Quebecor World a déclaré hier une perte 54 millions US ou 0,48 \$US par action au quatrième trimestre de 2003, en raison du marasme de l'industrie de l'imprimerie, et annoncé 878 licenciements supplémentaires.

Toutes les régions où l'entreprise est présente seront touchées par les mesures de réduction des coûts.

Au dernier trimestre de 2002, la société avait plutôt fait état d'un bénéfice de 71 millions US ou 0,44 \$ US par action. Ses revenus consolidés pour la période terminée le 31 décembre ont totalisé 1,74 milliard US, comparativement à 1,70 milliard US en 2002.

En conférence avec les analystes financiers, la direction de Quebecor World a attribué la détérioration de ses résultats au marasme de l'industrie mondiale de l'imprimerie ainsi qu'à des frais de réorganisation et de réduction de son effectif totalisant 22 millions US.

Quebecor World a aussi inscrit à ses livres une charge liée à la dévaluation d'actifs. Le refinancement de sa dette à long terme a de plus coûté plus de 30 millions US à l'entreprise au cours du trimestre terminé le 31 décembre.

Le groupe a licencié 375 personnes avant Noël et 503 autres partiront d'ici la fin du premier trimestre de 2004. Finalement, la société aura retranché 2272 personnes à son effectif en moins de 15 mois. La société prévoit que ces mesures lui permettront d'économiser environ 90 millions US par année.

« Nous sommes fermement convaincus que ces mesures sont nécessaires pour maintenir et améliorer notre position concurrentielle », a indiqué dans un communiqué le PDG par intérim, Jean Neveu.

Quebecor se dit victime de la surcapacité mondiale qui exerce une pression à la baisse sur les prix dans le secteur de l'imprimerie.

« Nos volumes ont augmenté dans presque tous nos marchés mais nos marges diminuent », a souligné M. Neveu.

Si l'on ne tient pas compte de la dépréciation d'actifs, des dépenses de réorganisation et des autres frais, le bénéfice d'exploitation pour le quatrième trimestre s'est établi à 90 millions US alors qu'il était de 160 millions à la même date en 2002.

En comparaison, son rival R.R. Donnelley & Sons Co., de Chicago — qui est devenu au cours de l'exercice le plus important imprimeur commercial du monde — a fait état de profits de 98 millions US sur des revenus de 1,69 milliard US au troisième trimestre.

Pour l'exercice 2003, les revenus consolidés de Quebecor World se sont chiffrés 6,39 milliards US, en légère hausse par rapport aux 6,27 milliards US réalisés en 2002. L'entreprise a néanmoins déclaré une perte de 31 millions US ou 0,50 \$US par action diluée. Ce résultat se compare à un bénéfice net de 279 millions US ou 1,76 \$US par action diluée.

> Voir **QUEBECOR** en page 2

AUJOURD'HUI

La création d'emplois ralentit

Après un automne très chaud au chapitre de l'emploi, à peine 14 900 postes ont été créés au Canada en janvier. Le taux de chômage est demeuré à 7,4 %. Au Québec, le bilan est encore plus sombre: la province affichant une perte de 1500 emplois.

Page 7

CHIFFRE DU JOUR

125 000

Un nombre considérable de sociétés étrangères exploitent une ou plusieurs filiales dans la grande région métropolitaine de Montréal. Ces entreprises emploient 125 000 personnes, ce qui représente 11 % de tous les emplois du secteur privé. La plus importante est l'américaine Pratt & Whitney qui emploie 4500 travailleurs. Vient ensuite IBM Canada, avec 2700 employés.

Source : Montréal International

Comment devenir professionnel en gestion de projet

NOS PROGRAMMES EN GESTION DE PROJET SONT LES SEULS AU CANADA À DÉTENIR L'ACCREDITATION DE LA CÉLÈBRE ASSOCIATION INTERNATIONALE PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE.

L'École des sciences de la gestion forme des gestionnaires de projet dans plusieurs domaines : administration, technologie de l'information, génie, architecture, développement international, projets événementiels, R&D, services sociaux et de santé, biotechnologies, télécommunications, etc.

Programmes de 2^e cycle en gestion de projet (programmes courts ou maîtrise)

Date limite : 1^{er} avril 2004
Début des cours : septembre 2004

www.mgp.uqam.ca
(514) 987-4274

ESG UQÀM
Prenez position

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

75,36¢ US
VARIATION +0,64¢
59,46¢ € -0,14¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER
UN DOLLAR US: 1,33\$
UN EURO: 1,68\$

TAUX PRÉFÉRENTIEL 4,25%
TAUX DE LA BANQUE DU CANADA 2,5%
OR (NY gold) 403,60\$ US +5,50\$ US
PÉTROLE (North sea brent) 29,02\$ US -0,69\$ US

Olymel ferme à Princeville: 381 emplois perdus

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Olymel cessera d'exploiter son usine de Princeville, dans les Bois-Francs, à la fin de mai et consolidera ses activités d'abattage et de découpe de porcs à ses usines de la Montérégie et du Bas-Saint-Laurent.

Les 381 employés et cadres de l'établissement ont appris la nouvelle hier. L'abattoir était depuis plusieurs années au coeur de la vie économique de la communauté de 4000 habitants.

« L'industrie nord-américaine du porc traverse depuis quelques années une période importante de consolidation et de restructuration

marquée par la modernisation et l'augmentation des capacités d'abattage par établissement », a expliqué dans un communiqué le PDG de l'entreprise, Réjean Nadeau.

« Olymel dispose au Québec d'une trop grande surcapacité d'abattage par rapport au potentiel de croissance de la production québécoise des prochaines années. »

Le transformateur alimentaire a l'intention de redémarrer le quart de travail du soir à son usine de Saint-Simon, près de Saint-Hyacinthe. Certains employés de Princeville pourraient être transférés dans cet établissement. Les personnes intéressées devront probablement déménager puisque les deux muni-

cipalités sont situées à une centaine de kilomètres l'une de l'autre.

« Il s'agit d'une décision difficile mais néanmoins nécessaire au maintien de notre position concurrentielle sur la scène nationale et internationale tout en tentant au maximum de protéger le plus grand nombre d'emplois », a insisté M. Nadeau.

Les employés de l'abattoir de Princeville sont syndiqués et affiliés à la CSN. Il a été impossible de connaître leur réaction, hier.

Olymel exploite une quinzaine d'usines qui emploient quelque 9000 personnes au Québec, en Ontario et en Alberta. Elle abat et transforme 125 000 porcs, 1,5 million de poulets et 80 000 dindons par semaine.

Une enquête sur Hollinger a déjà été réclamée

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le gestionnaire de portefeuille montréalais Stephen Jarislowsky a révélé qu'il avait demandé à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario il y a trois ans d'enquêter sur certaines pratiques de l'empire Hollinger, du magnat de la presse Conrad Black.

« Je voulais simplement que les autorités s'assurent que tout se passait selon les règles. Je sentais que certaines choses se passaient là-bas, des choses qui ont aujourd'hui été dévoilées publiquement », a indiqué M. Jarislowsky au cours d'une entrevue accordée jeudi au quotidien torontois *Globe and Mail*.

Stephen Jarislowsky a précisé qu'il avait demandé à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario de s'assurer que Conrad Black et ses acolytes n'utilisaient pas l'argent des actionnaires du Groupe Hollinger à leur profit personnel.

Le porte-parole de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Eric Pelletier a refusé de commenter ce dossier, mais il avait précédemment indiqué que l'organisme pour lequel il travaille ne s'était pas penché sur les allégations de conflit d'intérêts soulevées par un ancien éditeur de l'empire Black, Paul Winkler, il y a un an.

La Commission des valeurs mobilières ontarienne n'avait pas cru bon de déclencher une enquête car certaines des allégations impliquaient les publications Horizon, une compagnie privée détenue par Conrad Black et son bras droit, David Radler.

Les irrégularités soulevées par Stephen Jarislowsky et Paul Winkler sont semblables à celles qui se retrouvent actuellement au coeur des enquêtes et des poursuites menées par les autorités aux États-Unis et au Canada impliquant le Groupe Hollinger.

Dofasco: profits en deçà des attentes

REUTERS

TORONTO — Dofasco inc., deuxième producteur d'acier du Canada, a effectué un retour à la rentabilité au quatrième trimestre mais une charge exceptionnelle et la hausse du coût des matières premières ont pesé sur son bénéfice, a rapporté hier la compagnie.

La société de Hamilton, en Ontario, a fait état d'un bénéfice de 2,6 millions, ou 3 cents l'action, comparativement à une perte de 57 millions, ou 76 cents l'action, au même trimestre en 2002. Dofasco

avait alors encaissé une charge de 113 millions due à sa participation dans la minière Québec Cartier.

Dofasco a réduit sa participation de 50% dans la minière québécoise depuis fin décembre pour devenir un simple actionnaire privilégié. Québec Cartier, dont les installations sont situées à Fermont et Port-Cartier sur la Côte-Nord, a souffert de la baisse du prix du fer sur le marché des métaux.

En excluant les pertes liées à Québec Cartier, le bénéfice de Dofasco s'élève à 26,8 millions, ou 35 cents l'action, au dernier trimestre.

Les analystes sondés par Reuters Research s'attendaient à des profits légèrement supérieurs, soit 37 cents l'action.

Le chiffre d'affaires de Dofasco — l'un des rares producteurs d'acier canadiens rentables dans une industrie étouffée par la hausse des prix des matières premières et de la valeur du dollar canadien — a été de 871 millions, en baisse de 6% par rapport aux 931 millions du quatrième trimestre de 2002.

Le titre de la compagnie prenait 19 cents à 32,42\$ hier à la Bourse de Toronto.

DILBERT



Fausse tendance et vrai phénomène

TENDANCE

suite de la page 1

carré, apparemment l'une des grandes inventions canadiennes de ce siècle. Lorsque Richard Filion est entré au service de cette entreprise, elle comptait plus de 400 employés. Vingt ans plus tard, ils ne sont plus qu'une dizaine, les vis étant fabriquées en Chine. « Les gens en Amérique du Nord se tirent dans le pied en faisant tout fabriquer en Chine pour baisser leurs prix. Bientôt, les gens d'ici n'auront plus d'argent pour acheter rien », note ce responsable des ventes.

Ces témoignages transpirent la peur de perdre son job. Ils font écho aux résultats d'un sondage mené à la fin janvier par [lapresseaffaires.com](#), selon lequel 65 % des 800 internautes participants ont dit craindre la montée en puissance de l'Inde et de la Chine.

« Elvis Gratton avait raison de se méfier d'Elvis Wong », écrit avec un humour jaune Christian David, un employé de Bombardier Aéronautique. « Quand j'étais jeune à l'école, on achetait des petits Chinois de la sainte enfance. Si la tendance se maintient, dans 15 ans, un petit Chinois à l'école achètera peut-être un chômeur du Canada », ironise François Boisvert, un électricien de Varennes.

À qui la faute, cherchez-vous. Vous êtes plusieurs à vous en prendre, avec une certaine virulence, aux syndicats, ce qui en dit long sur leur cote d'amour palissante. Si les emplois fuient le Québec et, plus largement, l'Amérique du Nord, c'est que les exigences des syndicats sont, aux yeux de ces lecteurs, excessives.

« L'inflation est la responsabilité des syndicats qui nous embarquent dans un cercle vicieux : augmentation des salaires, augmentation des coûts, augmentation du prix du produit... Nous sommes repartis dans une autre spirale et finalement, l'industriel trouve une solution en allant produire ailleurs et en mettant tout ce beau monde à la porte », écrit Jean Bellavance.

Pourtant, même les entreprises non syndiquées du Québec n'arrivent pas à rivaliser avec les usines chinoises tellement leurs salaires sont peu élevés. C'est d'autant plus vrai si une forte proportion du coût total d'un produit vient des frais de main-d'oeuvre.

Plusieurs d'entre vous cherchez des moyens de prémunir le Québec et le Canada de la concurrence de la Chine. Prêchant pour sa paroisse, Stéphane Paul, directeur de l'exploitation de Forte Industries, un fabricant de gants de hockey et

d'équipement pour gardiens de but, avec des usines à Montréal et à London, en Ontario, suggère d'acheter « fièrement » le *Made in Québec*.

Dans le même esprit, d'autres parlent de boycotter les produits fabriqués en Chine ou les détaillants qui les favorisent, comme Wal-Mart. La chaîne de Bentonville, en Arkansas, prend d'ailleurs la menace au sérieux, elle qui vient de lancer une offensive de relations publiques pour contrer ses nombreuses critiques et redorer son image.

Mais dans la vie de tous les jours, ce n'est pas toujours évident de mettre ce principe en pratique. Un collègue me racontait récemment que, magasinant pour des stores en bois, il avait le choix entre un store à 400 \$ fait ici et un store à 100 \$ fait en Chine. Les deux étaient d'une même qualité. Devinez lequel il a choisi ?

Richard Boulay, de Matane, se demande pourquoi le gouvernement canadien n'impose pas des droits compensatoires ou des tarifs douaniers pour ralentir le flot des importations asiatiques. Si le Canada peut se protéger dans des cas de dumping ou de subventions à l'exportation illégales, bref quand les pays ne jouent pas fair-play, il ne peut toutefois pas ériger des barrières pour la seule raison que ses produits sont plus chers. Il se trouverait en contravention des accords de commerce internationaux dont il est le signataire et se ferait taper sur les doigts.

Pendant des années, d'ailleurs, le Canada et la plupart des pays industrialisés ont faussé les règles du jeu, notamment dans le secteur des textiles, avec des accords qui protégeaient les industries des pays riches et qui défavorisaient celles des pays pauvres, dont la main-d'oeuvre à bon marché est le principal, sinon le seul avantage concurrentiel. Ce n'est pas pour rien que les pays pauvres se sentent aussi lésés et qu'ils hésitent à se lancer dans un nouveau round de négociations multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

« Le tiers-monde et les pays du Sud en général sont et seront de plus en plus capables de « produire »... afin de non seulement survivre, mais d'avoir des maisons, des voitures et d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles et universités, écrit Jane Faye. Comme vous et moi, le monde entier aspire au même modèle de réussite. Y aura-t-il assez de place pour tous ? Ce modèle est-il viable à l'échelle planétaire ? Voilà les vraies questions à poser. »

54 millions

QUEBECOR

suite de la page 1

Contrairement aux analystes, qui prévoient une reprise dans l'industrie de la publicité et de l'imprimerie dès cette année, la direction de Quebecor affirme n'avoir constaté aucun signe tangible d'amélioration. « Le marché est très difficile et franchement nous ne voyons pas beaucoup d'indices que la situation va changer », a confié M. Neveu. Quebecor World compte 37 000 employés en Amérique, en Europe et en Asie. Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de l'entreprise a perdu 1,22 \$CAN pour terminer la séance à 24,79 \$CAN.

VOUS CHERCHEZ ?
VOUS TROUVEREZ !

CARRIÈRES

Le samedi dans
LA PRESSE

Dans l'affaire de la demande de Archibald Candy Corporation et Laura Secord Holdings Corp. en vertu de l'article 18.6 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers de compagnies*, S.R.C. 1985, c. C-36, telle qu'amendée.

ARCHIBALD CANDY CORPORATION et LAURA SECORD HOLDINGS CORP.

SOYEZ AVISÉS que cet avis est publié suite à une ordonnance rendue le 2 février 2004 par la Cour Supérieure de l'Ontario (Division commerciale).

SOYEZ AVISÉS que:

- Le 28 janvier 2004, Archibald Candy Corporation et Laura Secord Holdings Corp. (collectivement, les « Demandeurs américains ») ont initié des procédures (les « Procédures américaines ») en vertu du chapitre 11 du *United States Bankruptcy Code*, 11 U.S.C. §§-101-1330, devant la cour de faillite du District nord de l'Illinois, Division Est.
- Les Demandeurs américains ont obtenu une ordonnance en vertu de l'article 18.6 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers de compagnies*, S.R.C. 1985, c. C-36, telle qu'amendée (l'« Ordonnance »), laquelle, *inter alia*, (i) reconnaît les Procédures américaines, et (ii) suspend toute procédure contre les Demandeurs américains, au Canada.
- Les personnes qui désirent obtenir une copie de l'Ordonnance, ou toute autre information à cet égard, peuvent communiquer avec Tracy Sandler, Osler, Hoskin & Harcourt s.r.l., (416) 862-5890.

PRENEZ ÉGALEMENT AVIS que l'Ordonnance ne s'applique pas à Archibald Candy (Canada) Corporation, laquelle fait affaire au Canada sous le nom de « Laura Secord ».

DATÉ ce 2ème jour de février 2004, à Toronto, Canada.

3204955A

Affaires

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

ACTIONS Newtech Groupe International, nouvelle technologie de freins à 360 degrés pour camions lourds et autos. 450-773-3352

AVOIR une retraite dorée. Travaillez moins. Accessible à tous avec peu/pas de comptant. Faites fortune avec l'immobilier. 514-723-5398

CHERCHE financement pour production indépendante d'un film commercial. Laisser message 514-582-9643

DIRECTEUR D'ÉQUIPE 100 000 \$ et +, auto. 514-897-8999

ENTREPRISE RECHERCHÉE Investisseur privé cherche entreprise à reprendre ou majorité votante et participante. Secteur manufacturier (bois, verre, plastiques ou métal: produits fini seulement) ou distribution déjà établie. Dossiers sérieux seul.. Pas de commerces. L'entreprise doit être située dans la grande région métropolitaine de Montréal. Discretion et non divulgation assurées. Merci de faire parvenir l'information soit par fax au (514) 482-7538, soit par courrier à: **DYNAM GESTION INC.** CP 125, Succ. Westmount, Mtl, Qc H3Z 2T1

GAGNEZ 300\$+ ch. jour sur FOREX. Formation gratuite pour investisseurs. 514-389-7447

LAURENTIDES, camping - relais - chalets, gros potentiel. Aubaine ! 514-886-2966 privé.

700

FRANCHISES

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

MAGASIN de produits naturels installé à Mtl depuis plus de 10 ans à vendre. Bonne localisation et rentable. Période de transition et entraînement possible. Communiquez avec Pierre Dussault & Associés Inc., 514 493-6669

PARTENAIRE financier sérieux pour projet d'envergure en gestion d'actifs informatiques. Minimum 10 000\$. Claude 514-962-1343

PRÊTEURS ASSOCIÉS J'ai reçu le mandat de l'un de mes clients de recruter en son nom des prêteurs associés. Rendement supérieur, prêts garantis par hypothèques et intérêts payables mensuellement. ME. MARCO VITALE 514-321-4471

714

FRANCHISES

FRANCHISE canadienne continue son expansion au Québec. [www.fibrenew.com](#)

715

FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

CAPITAL TRUST CPG 2 ANS : 5% - 3 ANS 6% Service de 9 h à 15 h (819) 321-1267

FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE [www.onyxfinancing.com](#) 514-956-9596

RECHERCHE PRÊTEUR USURIAIRE 50 000 \$ pas d'hypothèque ni de voiture en garantie. Inf.: (514) 871-2360.

Jean Coutu et Blackstone cherchent à racheter Eckerd

JACQUES BENOIT

Le Groupe Jean Coutu et la banque d'affaires The Blackstone Group, de New York, ont fait une offre commune de rachat des 2735 pharmacies de Eckerd, filiale de J.C. Penney et quatrième plus importante chaîne des États-Unis, selon *The Wall Street Journal*. J.C. Penney a reçu une deuxième offre, présentée celle-là par la firme d'investissements Kohlberg Kravkis Roberts & Co et la chaîne américaine de pharmacies CVS Corp., du Rhode Island, selon le quotidien new-yor-

kais. Les offres se situeraient entre 4 et 5 milliards de dollars US, soit moins que ce à quoi J.C. Penney s'attendait, dit-on. J.C. Penney, de Plano, au Texas, exploite également, sous son nom, une chaîne de grands magasins. Elle avait fait savoir il y a quelques mois qu'elle songeait à se défaire de Eckerd. Considérée comme une banque d'affaires de premier plan, The Blackstone Group avait tenté, mais en vain, de prendre le contrôle de Provigo au début des années 90.

Quant à Kohlberg Kravis Roberts & Co, qui a revendu l'an passé la moitié de sa participation dans le numéro un canadien de la pharmacie, Shoppers Drug Mart, propriétaire de Pharmaprix au Québec, elle en détient aujourd'hui 9,9 %. Interrogée par *La Presse Affaires* au sujet du rachat éventuel de Eckerd, la responsable des relations publiques du Groupe Jean Coutu, Hélène Bisson, s'est refusée à faire toute espèce de commentaires. Mais, rappelle-t-elle, « en octobre dernier, à la publication des résultats du premier trimestre, le prési-

dent et chef de la direction François-Jean Coutu a dit qu'il était intéressé à acheter quelque chose d'autre aux États-Unis ». Même mutisme de la part du vice-président, communications, de The Blackstone Group, John V. Ford, joint à New York, qui n'a voulu ni confirmer ni démentir la nouvelle comme quoi les deux partenaires auraient offert de racheter Eckerd. « Je ne ferai aucun commentaire », a-t-il simplement dit. Déjà, le groupe québécois exploite aux États-Unis la chaîne Brook

Drugstores, laquelle compte 332 points de vente, comparativement à 319 sous la raison sociale Jean Coutu de ce côté-ci de la frontière. Au deuxième trimestre 2004 clos le 30 novembre dernier, les revenus du Groupe Jean Coutu aux États-Unis ont atteint 441 millions US (591 millions CAN), comparativement à 426 millions CAN au Québec et ailleurs au Canada. La semaine dernière, J.C. Penney avait laissé savoir qu'elle avait transmis des « informations substantielles » à des acheteurs potentiels de Eckerc et que des discussions étaient en cours avec ces derniers. Au cours des 53 dernières semaines (ainsi sont présentés ses résultats), le chiffre d'affaires de Eckerd s'est élevé à 15,1 milliards US. Enfin, selon *The Wall Street Journal* cité par Dow Jones, il se pourrait que J.C. Penney ne vende qu'une partie des 2735 pharmacies d'Eckerd plutôt que la totalité.

First Capital accroît sa présence au Québec

LAURIER CLOUTIER

First Capital Realty, de Toronto, vient d'investir 33 millions dans l'acquisition de deux centres commerciaux de quartier, à Montréal (L'Île Perrot), et à Québec (Beauport). Son portefeuille canadien passe ainsi à 86 centres commerciaux, dont 31 au Québec. Et ce n'est pas fini : la société immobilière prévoit réinvestir 160 millions dans des acquisitions cette année, dont le tiers au Québec. Société peu connue, elle a été fondée il y a quatre ans seulement (TSX : FCR), au moment où elle achetait 40 propriétés commerciales au Canada.

Depuis 2000, la part des immeubles québécois dans le portefeuille de First Capital a grimpé de 9 % à 27 %, a souligné Sylvie Lachance, vice-présidente principale pour le Québec et l'Est du Canada, à *La Presse Affaires*. Le promoteur détient aussi 18,3 % d'Equity One (NYSE : EQY), une compagnie soeur dont la valeur atteint 1,9 milliard américain, grâce à son portefeuille qui totalise 185 centres commerciaux dans le sud des États-Unis, notamment en Floride, au Texas et en Géorgie.

First Capital se démarque des autres promoteurs par sa spécialisation dans les centres commerciaux de quartier, un segment de marché souvent négligé, sinon snobé. Sylvie Lachance exploite notamment au Québec Place Roland-Therrien, Place Fleury, le Centre Maisonneuve, le Village des valeurs et Le Campanile, à l'Île-des-Soeurs.

Presque toutes (79) ces propriétés comprennent un supermarché ou



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Sylvie Lachance est tombée amoureuse des centres commerciaux et est devenue une des rares femmes à diriger une société immobilière.

une pharmacie, soient des magasins moins touchés par la récession. Les autres locataires comprennent des banques, des cliniques et des grandes surfaces. Wal-Mart, Canadien Tire et Zellers ont signé des baux de 15 ans. Plus de 33 % des

baux ont des échéances supérieures à 12 ans.

La stratégie, c'est la croissance avec des centres commerciaux prometteurs, exploités à long terme, dans des villes où la population augmente, explique Sylvie Lachan-

ce, une des rares femmes dirigeant une société immobilière. Avocate, Sylvie Lachance est tombée amoureuse de l'immobilier chez Steinberg et sa filiale, Ivanhoé, la première école du secteur au Québec. Elle a par la suite obtenu un MBA

en immobilier de l'Université McGill et travaillé chez Provigo et Loblaw.

First Capital rénove ses propriétés et améliore leurs services, tout en bonifiant le portefeuille de ses locataires. Le promoteur achète des immeubles nécessitant des rénovations, d'autres qui profiteront de la croissance du quartier et des terrains à développer.

Même s'ils nécessitent des rénovations, les centres de quartier choisis ne se vendent pas à des prix dérisoires, a assuré Sylvie Lachance, elle qui en a acheté six d'Ivanhoé Cambridge et deux de Cadillac Fairview. « Les prix payés sont basés sur les revenus anticipés. »

Les promoteurs ne construisent presque plus de centres commerciaux au Canada, tandis que le Québec profite à son tour d'une vague de chantiers de mégacentres. Sylvie Lachance n'en démord pas toutefois, préférant des centres de quartier utilisés tous les jours par les clients que des centres commerciaux, visités une fois la semaine.

Chain Katzman, le président du conseil de First Capital et gestionnaire d'Equity One, de même que Dori Segal, président et chef de la direction, font partie des principaux actionnaires, les autres étant des institutions financières. Le rendement du capital atteint 7,4 %, le dividende « est généreux » et l'actif dépasse 1,4 milliard, a souligné Mme Lachance.

Il n'est pas question pour l'instant de transformer First Capital Realty en fiducie immobilière (*REIT*), « pour des raisons fiscales, mais ce n'est pas exclu dans l'avenir », a déclaré la vice-présidente. Equity One est déjà devenue une fiducie immobilière.

Laissez-vous guider par vos émotions. Et votre portefeuille.



La berline G35 2004

Taux de financement à la location à partir de **3,9%***

Puissance. Style. Performance. Tous omniprésents dans la berline G35 2004. Avec : • moteur V6 de 3,5 litres 260 chevaux à DACT • boîte de vitesses automatique cinq rapports avec mode manuel ou boîte manuelle six rapports (en option) • aérodynamique à soulèvement zéro qui maximise l'adhérence à la chaussée • contrôle dynamique du véhicule et contrôle de la traction • jantes en alliage de 17 pouces • phares au xénon • dessus de sièges en cuir et sièges avant chauffants • système de navigation sur DVD Infiniti de pointe (en option).† La berline G35, c'est tout ce que vous pourriez souhaiter et plus encore.

Infiniti.ca

Infiniti de Brossard

9005, boul. Taschereau
Brossard (Québec)
(450) 445-5799

Infiniti Laval

305, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
(514) 382-8550

Meridien Infiniti

4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti

345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
(514) 697-5222

V O S C O N C E S S I O N N A I R E S I N F I N I T I D U G R A N D M O N T R É A L

*OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION D'UNE DURÉE LIMITÉE pour les termes jusqu'à 24 mois valable pour la berline G35 2004 à propulsion arrière (modèle De luxe – AA00) et uniquement auprès des Services financiers Infiniti. Exemple : mensualités de 339 \$ pour une location de 24 mois à un taux de location de 3,9 %, sujette à l'approbation de crédit. Comptant de 9 211 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. **Aucun dépôt de sécurité.** Total des frais de location : 17 347 \$, **comprenant les frais de transport et de préparation (1 250 \$), 48 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location).** Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM, frais de transport et de préparation en sus. PDSF de 39 600 \$ pour la nouvelle berline G35 à propulsion arrière 2004 (modèle De luxe – AA00). Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. † Option posée en usine. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus d'information.



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Des titres dans la mire

Depuis l'automne dernier, je signe dans *La Presse Affaires* du dimanche une chronique de titres à surveiller : « Des titres dans la mire ». Le but de cette chronique hebdomadaire est d'attirer l'attention des lecteurs sur des compagnies qui semblent offrir un certain potentiel de plus-value.

Dans le tableau ci-contre, je dresse la liste de tous les titres qui ont été sélectionnés jusqu'à présent. Pour chacun, vous trouvez la date de sélection et le prix initial « d'achat », le haut et le bas du titre entre le jour de sa sélection et aujourd'hui, et le prix de l'action à la fermeture de jeudi dernier.

Certains titres ont littéralement explosé. En comparant le haut du cours de l'action atteint par le titre depuis sa sélection... à son prix initial (à la sélection), voici les meilleures performances : Télé-système Mobiles International (+173 %), Mitec Telecom (+153 %), Laboratoires Aeterna (+97,5 %), Cambior (+40 %), BCE Emergis (+33,0 %), Bombardier (+32,8 %), Northgate (+33,0 %), Eldorado Gold Mines (+31,4 %).

Sur les 26 titres choisis entre le 12 octobre et le 1^{er} février dernier, tous, sauf un, ont touché à un moment donné un prix plus élevé que le prix initial.

Notez que certains titres ont par contre vraiment peu progressé : Procyon Biopharma (+2,2 %), Groupe Jean Coutu (+4,7 %), BCE (+3,4 %), Barrick (+3,4 %), Telus (+7,5 %), Theratechnologies (+5,5 %).

Le titre qui ne s'est jamais pointé à un prix supérieur à son prix initial est Art Recherches et Technologies.

En comparant maintenant le prix actuel (à la fermeture de jeudi 5 février) au prix initial, il y a sept ti-

ÉVOLUTION DES TITRES DANS LA MIRE

	DATE	COURS À CETTE DATE	DEPUIS CETTE DATE HAUT	BAS	VALEUR AU 5 FÉV.
Cambior (CBJ)	12 octobre	3,50\$	4,90\$	3,35\$	3,64\$
Téléystème (TIW)	12 octobre	6,80\$	18,60\$	6,80\$	18,15\$
Mitec Tel. (MTC)	12 octobre	1,50\$	3,80\$	1,60\$	3,00\$
Eldorado (ELD)	19 octobre	3,73\$	4,90\$	3,50\$	3,88\$
Northgate (NGX)	19 octobre	2,33\$	3,10\$	2,66\$	2,66\$
Laurentienne (LB)	19 octobre	26,00\$	29,45\$	26,50\$	28,89\$
Prometic Sc.(PLI)	26 octobre	2,20\$	2,45\$	1,85\$	2,06\$
Procyon Bio (PBP)	26 octobre	0,90\$	0,92\$	0,65\$	0,88\$
Jean Coutu (PJC)	26 octobre	17,00\$	17,80\$	14,90\$	15,60\$
BCE (BCE)	2 novembre	29,00\$	30,00\$	28,40\$	29,05\$
Æterna (AEL)	2 novembre	4,00\$	7,90\$	3,80\$	6,90\$
BCE Emergis (IFM)	9 novembre	5,30\$	7,05\$	5,30\$	6,16\$
Art R&T (ARA)	9 novembre	3,90\$	3,90\$	2,75\$	2,91\$

1 Il s'agit d'une action accréditive. Le prix indiqué équivaut au coût après déductions fiscales.

tres sur 26 qui présentent un recul : Prometic Sciences (-6,4 %), Procyon Biopharma (-2,2 %), Groupe Jean Coutu (-8,2 %), Art Recherches et Technologies (-25,4 %), Eldorado Gold Mine (-17,5 %), Barrick Gold (-7,8 %), Theratechnologies (-4,7 %).

À l'exception de quelques gros titres populaires, comme BCE, Barrick Gold et Bombardier, la plupart des entreprises sélectionnées dans la chronique « Des titres dans la mire » faisaient partie, initialement, des compagnies qui étaient négligées par les boursicoteurs et ce pour mille et une raisons.

Des exemples ? Prenons Laboratoires Aeterna. Lorsqu'il a été introduit, le 2 novembre dernier, le titre venait de manger une volée en Bourse en raison de la publication de résultats de recherche décevants.

Bien des analystes de maisons de courtage l'ont à ce moment-là

retirer de leurs listes de recommandations d'achat. Comme il avait fortement chuté, j'ai présumé que le pire était sans doute passé. Conséquemment, le risque d'une baisse additionnelle s'amenuisait.

Téléystème Mobiles International a fait partie de la première chronique, le 12 octobre. Pourquoi l'avoir choisi ? Parce que la Caisse de dépôt et placement du Québec venait de liquider son gros bloc d'actions.

Des nouveaux « joueurs » arrivaient dans le portrait en mettant le grappin sur d'importants blocs d'actions. Comme l'entreprise avait renoué avec la rentabilité, le titre apparaissait intéressant à 6,80 \$.

Il ne faut pas oublier que Télé-système avait frôlé la « mort ». De 1750 \$ (vous avez bien lu), le titre était tombé à un dollar lors de la période de restructuration.

Pour sa part, Mitec Telecom, au

début du mois d'octobre dernier, faisait l'objet d'une recommandation d'achat de la part du service de recherche de Valeurs Mobilières Desjardins. Il se négociait à ce moment-là dans une fourchette allant de 1,00 \$ à 1,50 \$. L'analyste en disait tellement de bien que je me suis dit : il doit parler en connaissance de cause ! Et ce fut le cas.

Certains titres, dont le prix initial semblait bas, ont été choisis strictement comme coup de coeur. Domtar ? Tout simplement parce que l'entreprise est dirigée par l'un des meilleurs gestionnaires d'entreprise en Amérique du Nord, Raymond Royer. Bombardier ? Parce que le service de recherche de la Financière Banque Nationale déploie beaucoup d'énergie à dénigrer la compagnie et à prédire la grande débâcle du titre. Groupe Jean Coutu ? Parce que le fondateur trouve que son titre est vraiment trop

sous-évalué. BCE Emergis ? Parce qu'il fait partie de la grande famille BCE !

Maintenant, si l'ensemble des titres sélectionnés dans la chronique ont obtenu une bonne performance, cela est attribuable en très grande partie au marché à la hausse.

Quand un marché connaît une si bonne performance, comme c'est le cas depuis l'automne dernier, tout le monde est bon : les analystes, les gestionnaires de portefeuille, les courtiers et même les... chroniqueurs boursiers.

Cependant, si vous comparez le haut et le bas de chacun des 26 titres sélectionnés jusqu'à présent, vous constaterez que l'écart est relativement grand chez la plupart des titres. Cela laisse donc entendre que la Bourse est très volatile. Et conséquemment, il faut suivre activement ses titres.

Mais le plus difficile, c'est d'éviter la cupidité !

Information publique

Région de Montréal

Amendes émises par la CSST dans le secteur de la construction

Cette publication vise à rappeler l'importance de la prévention des accidents du travail sur les chantiers de construction, conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST)

Personnes déclarées coupables d'une infraction en vertu de l'article 237 de la LSST :

Employeur :
Construction Albert Jean Itée
4045, rue Parthenais
Montréal (Québec) H2K 3T8

Date de l'infraction : 16 novembre 2001
Lieu de l'infraction : 4900, Molson, à Montréal
Montant de l'amende : 9 500 \$

En tant qu'employeur, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité ou l'intégrité physique d'un travailleur, alors que des travaux en hauteur sont exécutés dans des conditions non sécuritaires et dangereuses.

Employeur :
Alta Itée
700, avenue Sainte-Croix
Saint-Laurent (Québec) H4L 3Y3

Date de l'infraction : 28 août 2002
Lieu de l'infraction : Sur le pont de la route 157, au-dessus de la rivière Saint-Maurice, à Saint-Maurice
Montant de l'amende : 6 000 \$

En tant que maître d'œuvre, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs alors qu'ils risquent de tomber à l'eau d'une hauteur d'au moins 8 mètres, sans être protégés adéquatement.

Employeur :
Maurice Lachance inc.
9367, avenue Larose
Montréal (Québec) H1Z 3A9

Date de l'infraction : 9 octobre 2001
Lieu de l'infraction : 6901, boulevard des Galeries d'Anjou, à Anjou
Montant de l'amende : 5 000 \$

En tant qu'employeur, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité ou l'intégrité physique d'un travailleur, alors que des travaux en hauteur sont exécutés dans des conditions non sécuritaires et dangereuses.

Employeur :
Les Constructions Naslin inc.
4890, rue Jarry Est
Saint-Léonard (Québec) H1R 1X9

Date de l'infraction : 18 octobre 2001
Lieu de l'infraction : 22, rue Pierre-Trudeau, à Dollard-des-Ormeaux
Montant de l'amende : 5 000 \$

En tant qu'employeur, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité ou l'intégrité physique d'un travailleur, alors que des travaux en hauteur sont exécutés dans des conditions non sécuritaires et dangereuses.

Employeur :
Les Entreprises Catcan inc.
6205, boulevard des Grandes-Prairies
Saint-Léonard (Québec) H1P 1A5

Date de l'infraction : 18 octobre 2001
Lieu de l'infraction : À l'Est du boulevard Viau (face au 9500, Viau), à Saint-Léonard
Montant de l'amende : 5 000 \$

En tant que maître d'œuvre, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité ou l'intégrité physique d'un travailleur, alors que des travaux sont exécutés dans un creusement dans des conditions non sécuritaires et dangereuses.

Personnes déclarées coupables d'une infraction en vertu de l'article 236 de la LSST :

Employeur :
Ville de Montréal
555, rue Gosford, rez-de-chaussée - 1
Montréal (Québec) H2Y 3Z1

Date de l'infraction : 22 avril 2003
Lieu de l'infraction : À l'angle des rues Fielding et Cavendish, à Côte Saint-Luc
Montant de l'amende : 1 000 \$

En tant qu'employeur, n'a pas étançonné les parois d'une tranchée conformément aux plans et devis d'un ingénieur.

Employeur :
Les Entreprises Catcan inc.
6205, rue des Grandes-Prairies
Saint-Léonard (Québec) H1P 1A6

Date de l'infraction : 31 octobre 2002
Lieu de l'infraction : Dans la rue face au Esso, Place du Commerce, à l'Île-des-Sœurs
Montant de l'amende : 660 \$

En tant qu'employeur, n'a pas étançonné les parois d'un creusement avec des matériaux de qualité et conformément aux plans et devis d'un ingénieur.

Employeur :
Les Entreprises Catcan inc.
6205, rue des Grandes-Prairies
Saint-Léonard (Québec) H1P 1A6

Date de l'infraction : 31 octobre 2002
Lieu de l'infraction : Dans la rue face au Esso, Place du Commerce, à l'Île-des-Sœurs
Montant de l'amende : 660 \$

En tant qu'employeur, a permis le dépôt de matériaux à moins de 1,2 mètre du sommet des parois d'un creusement.

Employeur :
Les Entreprises Toitpro inc.
5905, rue Drake
Montréal (Québec) H4E 4G7

Date de l'infraction : 11 décembre 2002
Lieu de l'infraction : 5600, rue Hochelaga, à Montréal
Montant de l'amende : 660 \$

En tant qu'employeur, n'a pas placé de garde-corps à tout endroit d'où un travailleur risque de tomber d'une hauteur de plus de 5 mètres pour le pourtour d'un toit.

Employeur :
Poulin & Bureau inc.
7642, rue de Gènes
Saint-Léonard (Québec) H1S 2T8

Date de l'infraction : 20 novembre 2002
Lieu de l'infraction : 4348, Thorndale, à Pierrefonds
Montant de l'amende : 605 \$

En tant qu'employeur, n'a pas placé de garde-corps à tout endroit d'où un travailleur risque de tomber d'une hauteur de plus de 5 mètres pour le pourtour d'un toit.

Employeur :
Constructions Melval inc.
1700A, boulevard Shevchenko
LaSalle (Québec) H8N 1P4

Date de l'infraction : 16 mai 2001
Lieu de l'infraction : Au Domaine du Fleuve 9268 à 9270, Centrale, à LaSalle
Montant de l'amende : 565 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas installé des barricades ou barrières d'au moins 900 millimètres de hauteur au sommet d'une tranchée dont la profondeur excède 3 mètres.

Employeur :
Les Développement Iberville Ltée
4141, rue Sherbrooke Ouest, bureau 400
Westmount (Québec) H3Z 1B8

Date de l'infraction : 19 novembre 2002
Lieu de l'infraction : Angle Maurice-Duplessis et Gilbert-Barbier, à Montréal
Montant de l'amende : 565 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas protégé un travailleur contre les chutes, alors qu'il est exposé à une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
Groupe Canvar inc.
5575, avenue Royalmount, bureau 202
Mont-Royal (Québec) H4P 1J3

Date de l'infraction : 12 septembre 2000
Lieu de l'infraction : 699, rue Saint-Maurice, à Montréal
Montant de l'amende : 555 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas placé de garde-corps à tout endroit d'où un travailleur risque de faire une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
9005-4412 Québec inc.(faisant affaire sous la raison sociale de Willibec inc)
50, boulevard Crémazie Ouest, bureau 202
Montréal (Québec) H2P 2R4

Date de l'infraction : 10 septembre 2001
Lieu de l'infraction : 4715, Plamondon, à Montréal
Montant de l'amende : 500 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas placé de garde-corps à tout endroit d'où un travailleur risque de tomber d'une hauteur de plus de 3 mètres.

Employeur :
Maurice Lachance inc.
9367, avenue Larose
Montréal (Québec) H1Z 3A9

Date de l'infraction : 3 octobre 2001
Lieu de l'infraction : 1, Saint-Joachim, à Pointe-Claire
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, n'a pas protégé un travailleur contre les chutes alors qu'il est exposé à une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
Construction Broccolini inc.
5075, rue De Sorel, bureau 400
Montréal (Québec) H4P 1C6

Date de l'infraction : 4 août 2003
Lieu de l'infraction : Sur la rue Leclerc à l'intersection du boulevard Brien, à Repentigny
Montant de l'amende : 500 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas installé de garde-corps en bordure du vide d'un échafaudage d'où un travailleur risque de tomber d'une hauteur de plus de 3 mètres.

Employeur :
A.N.C. Construction inc.
6380, chemin de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1E3

Date de l'infraction : 9 septembre 2003
Lieu de l'infraction : 1600, boulevard le Corbusier, à Laval
Montant de l'amende : 500 \$

En tant que maître d'œuvre, n'a pas protégé le travailleur contre les chutes de hauteur alors qu'il est exposé à une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
Dénégement & Excav. M. Gauthier inc.
2860, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H2K 1K6

Date de l'infraction : 26 septembre 2003
Lieu de l'infraction : Derrière le 5600, rue Hochelaga, à Montréal
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, a stationné une rétrocaveuse à moins de 3 mètres du sommet des parois d'une tranchée.

Employeur :
Dénégement & Excav. M. Gauthier inc.
2860, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H2K 1K6

Date de l'infraction : 26 septembre 2003
Lieu de l'infraction : Derrière le 5600, rue Hochelaga, à Montréal
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, n'a pas étançonné les parois d'une tranchée.

La prévention, j'y travaille !

CSST

LE VIN, LA BOUFFE,
L'HORAIRE TÉLÉ...
VOILÀ !

ACTUEL
magazine

Tous les vendredis dans **LA PRESSE**



Institut
des dérivés

Le savoir, c'est payant!

Quel sera le meilleur placement REER en 2004?



Suivez le cours
Introduction aux marchés financiers

Session à Montréal dès le 18 février 2004

Inscription : www.institutdesderives.com

Information : **(514) 871-7888**

Les Amis
de la montagne

LA MONTÉE EN RAQUETTES
ET CÉLÉBRATION DES
TUQUES BLEUES

ÉDITION
2004

Une activité de financement au profit du mont Royal
En partenariat avec le Festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE

Le 19 février 2004, participez à un des événements les plus
exceptionnels à Montréal, l'ascension en raquettes des Tuques bleues
sur les sentiers du mont Royal.

La soirée débute à 18h avec une parade à la lueur des flambeaux
et se poursuit avec des festivités au Grand Chalet.

Les billets sont 150 \$ chacun. Les fonds recueillis iront aux Amis
de la montagne pour appuyer leurs actions liées à la conservation
de notre montagne. Les places sont limitées.

Pour plus d'information, appelez au
514-843-8240, ext. 239
www.lemontroyal.qc.ca/en_lesamis

Depuis 1986, Les Amis de la montagne
ont mobilisé la communauté afin de
protéger, de conserver et de mettre
en valeur le mont Royal.

NOS COMMANDITAIRES ET PARTENAIRES

DIAMANT 	PLATINE 	PARTENAIRES MÉDIATIQUES
 	OR 	



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Salaires et pouvoir d'achat

Une collègue journaliste que je connais depuis une vingtaine d'années, Suzanne Blanchet, vient de me poser une question fort intéressante sur le pouvoir d'achat des jeunes travailleurs d'aujourd'hui, par rapport à leurs parents et grands-parents.

« Les aînés sont estomacés de voir un jeune sortir de l'école avec un salaire de 25 000 \$ », écrit-elle. « Est-ce possible de faire un tableau qui comparerait, en dollars de 1950, 1960, 1970, 1980, des salaires de 25 000 \$, 50 000 \$, 75 000 \$ et 100 000 \$ en 2004 ? Comme on sait quelle a été l'inflation depuis 1950, on pourrait savoir qu'avec 25 000 \$, un jeune d'aujourd'hui n'a pas plus de revenu qu'un jeune de 1950. En sortant de l'école, en 1968, je gagnais 72 \$ par semaine, ou 3744 \$ par année. Combien gagnerait une secrétaire en 2004, pour avoir le même pouvoir d'achat que j'avais ? Avec 17 \$ par semaine en 1950, mon père pouvait-il même parler de pouvoir d'achat ? »

Ces questions sont d'autant plus pertinentes qu'elles permettent de nuancer un certain nombre d'idées largement répandues, et qui contribuent certainement à creuser le fossé intergénérationnel. Ainsi, comme le souligne M^{me} Blanchet, il n'est pas rare de voir des aînés, qui sont entrés sur le marché du travail avec des salaires de 15 \$ ou 20 \$ par semaine, tomber à la renverse quand ils voient que les jeunes d'aujourd'hui gagnent facilement 25 fois plus. Évidemment, si on tient compte de l'inflation, la réalité est tout autre. À l'inverse, plusieurs jeunes croient, justement à cause de l'inflation qui a érodé la valeur du

dollar, que leurs salaires ne sont finalement pas plus élevés que ceux de leurs prédécesseurs sur le marché du travail.

Qu'en est-il vraiment ?

Le tableau répond précisément à la demande de M^{me} Blanchet.

Il montre comment a évolué la valeur du dollar, selon différentes tranches de revenu et différentes époques. Par exemple, un salaire de 3033 \$, en 1950, correspond exactement à un salaire de 25 000 \$ en 2003 (les derniers chiffres disponibles sont ceux de décembre 2003).

Pour beaucoup de gens, l'arrivée sur le marché du travail constitue un moment inoubliable. La plupart d'entre nous peuvent facilement se

1970, pour avoir l'équivalent de 25 000 \$ aujourd'hui, il fallait gagner 4927 \$, en dollars de l'époque. Une simple règle de trois permet de voir que cela correspond à 26 385 \$ en dollars d'aujourd'hui. Si vous gagnez plus que cela, vous avez augmenté votre pouvoir d'achat en conséquence. Un tableau complet, mentionnant chaque année et offrant un plus grand choix de tranches de revenus, aurait pris beaucoup trop de place, mais les chiffres fournis ci-contre permettent d'obtenir des résultats relativement précis.

L'immense majorité des travailleurs ont aussi augmenté leur pouvoir d'achat depuis 1950.

Ainsi, M^{me} Blanchet rappelle qu'elle est entrée sur le marché du travail en 1968, avec un salaire de

Une analyse des salaires des 50 dernières années nous laisse croire que le pouvoir d'achat des gens a augmenté, mais que le fardeau fiscal en est augmenté tout autant.

rappeler le nom de leur premier patron, les premières tâches qu'on leur a confiées, et le montant de leur premier chèque de paie.

Si c'est votre cas, ce tableau est fait pour vous. Il vous permet, en un coup d'oeil, de mesurer à quel point votre pouvoir d'achat s'est amélioré ou détérioré depuis que vous avez commencé à travailler. Par exemple, mettons que vous avez décroché un premier emploi, en 1970, avec un salaire de 100 \$ par semaine, ou 5200 \$ par année. Le tableau nous indique qu'en

3744 \$, et se demande quel montant, aujourd'hui, représente un pouvoir d'achat équivalent. La réponse est 20 525 \$. Je n'ai pas la moindre idée de son salaire, mais quelqu'un qui serait dans la même situation, et qui gagnerait aujourd'hui aux alentours de 60 000 \$, aurait triplé son pouvoir d'achat.

Le cas de son père, qui gagnait 17 \$ par semaine en 1950, est encore plus spectaculaire. Ce montant correspond à 884 \$ par année. En dollars d'aujourd'hui, cela représente un salaire annuel de 7287 \$.

LES SALAIRES DEPUIS 1950 CALCULÉS EN DOLLARS DE 2003

2003	25 000 \$	50 000 \$	75 000 \$	100 000 \$
1950	3 033 \$	6 067 \$	9 100 \$	12 134 \$
1960	3 766 \$	7 533 \$	11 299 \$	15 065 \$
1970	4 927 \$	9 853 \$	14 780 \$	19 707 \$
1980	10 668 \$	21 336 \$	32 003 \$	42 671 \$
1990	18 994 \$	37 989 \$	56 983 \$	75 977 \$

Sources : Statistique Canada, calculs de l'auteur

Cela semble dérisoire, mais telle était la réalité de l'époque. Aujourd'hui, un Québécois qui travaille 32 heures au salaire minimum reçoit près de 12 000 \$. C'est dire à quel point le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population a augmenté en 50 ans.

Il y a cependant un certain nombre de choses que le tableau ne dit pas.

Les chiffres montrent que les aînés ont raison, même en tenant compte de l'inflation, de trouver que les jeunes travailleurs d'aujourd'hui ont de meilleurs salaires. Mais ce n'est pas tout. En 1950, les assurances collectives étaient pratiquement inexistantes : en cas de maladie, on n'était pas payé ; en revanche, il fallait payer les médicaments, les soins dentaires et une foule d'autres choses. Les rares caisses de retraite étaient rachitiques. La semaine de travail dépassait les 40 heures. Les usines étaient souvent insalubres, sales et parfois

même carrément dangereuses. Très rares étaient les chanceux qui pouvaient compter plus de deux semaines de vacances. Les salaires, c'est une chose, mais les conditions de travail, même dans les entreprises non syndiquées, ont connu une amélioration spectaculaire.

Par ailleurs, les jeunes n'ont pas tout à fait tort en pensant que les chiffres ne disent pas tout.

Les chiffres du tableau s'entendent avant impôts. Or, depuis un demi-siècle, le fardeau fiscal des Canadiens a presque triplé. Il s'agit là d'une augmentation réelle, c'est-à-dire qu'elle tient compte de l'inflation. C'est donc dire qu'une forte proportion des gains de pouvoir d'achat des travailleurs a été anéantie par les hausses d'impôts. Dans ces conditions, il est toujours exact de dire que le pouvoir d'achat des jeunes travailleurs est plus élevé que celui de leurs parents, mais cette amélioration est moins importante qu'il n'y paraît à première vue.

Jarislowsky accepte l'offre bonifiée de Cara

BLOOMBERG

L'actionnaire majoritaire de Cara Operations a gagné la bataille contre le deuxième actionnaire en importance de la compagnie après avoir bonifié son offre de 4,9 % à environ 343 millions de dollars canadiens pour les actions de la compagnie canadienne de restauration et de traiteur qu'il ne possédait pas déjà.

Le gestionnaire de portefeuilles Jarislowsky Fraser Ltd., qui possède la majorité des actions que convoite Cara Holdings Ltd., a accepté l'offre bonifiée de 8 \$CAN l'action, a fait savoir le président de Jarislowsky, Len Racioppo, au cours d'une entrevue. Il s'agit d'une prime de 6,5 % sur le prix de clôture de l'action de classe A de Cara jeudi, soit 7,51 \$. Ce prix est aussi supérieur de 45 % à celui du 28 août dernier, la veille du jour où Cara Holdings a fait une offre à 7,50 \$ l'action pour rendre privée la compagnie de Mississauga, en Ontario.

Recul des exportations

PRESSE CANADIENNE

Les exportations et les importations québécoises ont fortement diminué en novembre.

Au chapitre des exportations, la chute est de 8,6% pour atteindre 5,1 milliards. La décroissance observée s'explique en premier lieu par l'important recul des ventes d'avions, ainsi que par la diminution des ventes d'aluminium, de pièces d'automobile et de vêtements.

Après une très légère hausse en octobre, la valeur des exportations aux États-Unis accuse un recul de près de 9%.

Les importations régressent de 4,3%, pour se situer à 5,3 milliards. Le pétrole brut, les ordinateurs et les pièces d'avion connaissent les diminutions les plus importantes.

Après trois hausses mensuelles consécutives, les importations provenant des États-Unis enregistrent une baisse de près de 6%.

Audi Allroad 2004

De 9 heures à 21 heures du lundi au vendredi
www.popular.qc.ca

5441, rue Saint-Hubert, Montréal • (514) 274-5471

Cara Holdings, contrôlée en partie par Cara Operations, de la famille fondatrice Phelan, avait bonifié son offre originale à 7,625 \$ en décembre dernier pour racheter le titre qui était en baisse à la suite des répercussions de la maladie de la vache folle sur les ventes de hamburgers et après que le plus grand client de la compagnie, Air Canada, dont Cara est le traiteur, eut réclamé la protection de la loi pour se mettre à l'abri des créanciers.

« Je ne peux pas dire que c'est un prix formidable, mais c'est un bon prix, a indiqué M. Racioppo. On a tenu compte que le dossier Air Canada était un élément négatif et qu'il avait enlevé une certaine valeur à la corporation. »

Hier, les actions de classe A de Cara, les plus échangées, gagnaient 43 cents, ou 5,9 %, à 7,94 \$ à la Bourse de Toronto.

Cara Holdings est sous la direction de Gail Regan, une arrière-petite-fille de l'un des fondateurs de Cara Operations.

Avis de nomination

Société immobilière du Québec

La Société immobilière du Québec (SIQ) présente son nouveau conseil d'administration



M. Marc-A. Fortier, président-directeur général et président du conseil d'administration de la Société immobilière du Québec, est fier de présenter les huit nouveaux membres composant le conseil d'administration de la Société.

Dans l'ordre habituel, M. Sebastiano Faustini, C.A., président Services financiers Kasam inc.; M. Karl Mansour, B.A.A., conseiller en valeurs mobilières, Jones, Gable & Compagnie Limitée; M. Marc-A. Fortier; M. Serge St-Jean, agent immobilier, Century 21 Max-Immo.; M. Pierre Lessard, C.G.A., expert comptable; M. Marcel D. Legault, président Marcel D. Legault consultants inc.; Mme Anne Carrier, présidente Anne Carrier architectes; Mme Claire Boulanger, vice-présidente Zying inc. et Mme Claire Beaulieu, notaire.

Ayant pour mandat de loger au meilleur rapport qualité-prix l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux, la Société immobilière du Québec est présente sur l'ensemble du territoire québécois.

Québec



Mise en candidature 2004



LES PRIX DU QUÉBEC

INVITATION À PROPOSER DES CANDIDATURES

La période de présentation des candidatures en vue de désigner les lauréates et les lauréats des Prix du Québec 2004 est présentement ouverte.

Les Prix du Québec représentent la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec à des personnes qui ont contribué de façon exceptionnelle à l'essor de la société québécoise par l'excellence de leurs réalisations dans les domaines culturel et scientifique. Il s'agit des prix suivants :

Prix culturels

- le prix Athanase-David pour la littérature;
- le prix Paul-Émile-Borduas pour les arts visuels, les métiers d'art, l'architecture et le design;
- le prix Denise-Pelletier pour les arts d'interprétation;
- le prix Albert-Tessier pour le cinéma;
- le prix Gérard-Morisset pour le patrimoine;
- le prix Georges-Émile-Lapalme pour la qualité de la langue française parlée et écrite.

Prix scientifiques

- le prix Léon-Gérin pour les sciences humaines;
- le prix Marie-Victorin pour les sciences pures et appliquées, à l'exception du domaine biomédical;
- le prix Wilder-Penfield pour la recherche biomédicale;
- le prix Armand-Frappier pour la création ou le développement d'institutions de recherche, ou pour l'administration et la promotion de la recherche;
- le prix Lionel-Boulet pour la recherche-développement en milieu industriel.

DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les personnes ou les organismes intéressés à présenter une candidature peuvent se procurer la brochure publiée à cet effet en s'adressant à l'un ou l'autre secrétariat des Prix du Québec.

Prix culturels

Monsieur Claude Janelle
Secrétaire des Prix du Québec dans le domaine culturel
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, 2-B
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone (418) 380-2363, poste 7220

Site Web : www.prixduquebec.gouv.qc.ca

Prix scientifiques

Madame Lyson Paquette
Secrétaire des Prix du Québec dans le domaine scientifique
Ministère du Développement économique et régional
1150, chemin Saint-Louis, 1^{er} étage
Sillery (Québec) G1S 4Y9
Téléphone (418) 646-0980

Les dossiers de candidature doivent parvenir au secrétariat dont relève le prix au plus tard le **16 avril 2004 à 16 h.**

Québec



Présentement, la question de la productivité est sur toutes les lèvres. La hausse du dollar et la montée de la Chine, entre autres, mettent nos entrepreneurs sur les dents. Si les Québécois et les Canadiens veulent maintenir leur niveau de vie, ils doivent sans cesse améliorer leur productivité. Voici comment certaines entreprises réagissent.

Pas de fla-fla pour les guitares Norman



FRANCIS VAILLES
fvailles@lapresse.ca

Pour une entreprise qui vend 40 % de sa production aux États-Unis, la forte hausse du dollar canadien n'est pas un détail. C'est le cas des Ateliers de guitare Godin, qui fabriquent 175 000 guitares acoustiques et électriques par année, la plupart au Québec.

L'entreprise produit des marques connues telles *Norman*, *Seagull* ou *Godin* et fait travailler 400 personnes. Elle a son siège social à Baie-d'Urfé, dans l'ouest de l'île de Montréal, mais ses quatre usines sont à La Patrie, Princeville, Richmond (Cantons-de-l'Est) et Berlin (New Hampshire).

La hausse du huard n'a pas diminué le nombre d'unités que Godin vend aux États-Unis, mais elle a réduit son volume de ventes d'environ 15 %. En effet, l'an dernier, chaque dollar américain de vente lui rapportait 1,58 \$CAN. Cette année, ce n'est guère plus de 1,30 \$CAN.

Pour l'entreprise, il n'est pas question d'augmenter les prix pour compenser. « La forte concurrence des Américains et des Chinois nous empêchent de hausser les prix. Nous nous contentons de suivre le rythme d'augmentation de prix du marché. L'entreprise est rentable, mais c'est grâce à une gestion serrée. Pas de luxe, pas fla-fla », explique le vice-président, finance, Daniel Roy.

Heureusement pour Godin, les pertes de change aux États-Unis sont en partie compensées par les gains faits ailleurs dans le monde. C'est que Godin vend non seulement 40 % de sa production aux États-Unis, mais 40 % de plus outre-mer, principalement en Europe.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Le vice-président finances de Ateliers de guitare Godin, Daniel Roy, au milieu d'instruments fabriqués par son entreprise. Malgré la hausse du huard, ce fabricant réputé embauchera de nouveaux travailleurs cette année.

Or, pendant que notre dollar s'appréciait face au dollar américain, il reculait par rapport à l'euro, avec un effet favorable sur le volume de ventes de Godin.

Autre élément favorable : « La demande pour nos produits dépasse largement l'offre », dit M. Roy. L'entreprise augmente d'ailleurs sa production de 10 à 20 % par année ; elle doit d'ailleurs embaucher 50 personnes au cours de la prochaine année.

Pour améliorer sa productivité, l'entreprise a fait quelques millions d'investissements ces dernières années, achetant des machines de coupe assistées par ordinateur. Ces équipements ont non seulement diminué le coût unitaire de production, mais amélioré la constance et la qualité des produits, de même que la satisfaction des employés, le travail étant plus agréable. « Avec ces machines, nous avons augmenté notre production plutôt que de couper des emplois. »

La concurrence chinoise représente un gros défi. Ici, la main-d'œuvre représente 40 % du coût de fabrication d'une guitare ; là-bas, c'est moins de 10 %. Godin refuse de faire fabriquer ses guitares en Chine, comme le font en partie ses concurrents Fender, Cort ou Takamine. « L'apparence des guitares faites en Chine s'améliore, mais elles n'ont pas la même qualité sonore », soutient M. Roy.

Blueline dans une course contre la montre

FRANCIS VAILLES

L'an dernier, les journalistes de *La Presse* prenaient leurs notes sur des carnets de marque Blueline, fabriqués à Saint-Jean-sur-Richelieu. Cette année, les mêmes carnets Blueline sont manufacturés en Chine. Avides de profits, les actionnaires ? Pas du tout.

« C'est malheureux, mais on a pas le choix pour survivre. Les coûts sont tellement bas en Chine. Et ils ont des employés dociles et des équipements super modernes. C'est assez épeurant », explique le vice-président, ressources humaines, des Entreprises Dominion Blueline, Sylvain Boisvert.

Ces dernières années, toute la production à faible valeur ajoutée a été transférée là-bas, faisant passer le nombre d'employés de Blueline de 320 il y a trois ans à 260 aujourd'hui. Même le papier est fabriqué en Chine. Seuls les produits plus raffinés, comme les agendas et les formules d'affaires, continuent à sortir des deux usines de Saint-Jean.

La récente poussée du dollar canadien cause donc bien des soucis à cette entreprise de la famille Savoy, qui en est à la quatrième génération. « Depuis 10 ans, c'est une course contre la montre pour contrôler les coûts. Même le syndicat est embarqué là-dedans. Les employés comprennent qu'il vaut mieux perdre quelques emplois que de fermer », dit M. Boisvert.

Ces dernières années, l'entreprise a donc investi plusieurs millions et automatisé la production, conservant les employés avec une formation plus technique.

Blueline a ainsi adopté la méthode Kaysen et misé sur l'inventivité. « Il faut remettre en cause nos façons de faire, travailler en équipe. Il ne s'agit pas nécessairement de travailler plus fort, mais plus efficacement », dit M. Boisvert.

Plusieurs mythes ont cours sur la productivité des Canadiens

PARESSEUX

suite de la page 1

Selon les données du Bureau international du travail (BIT), les gains de productivité sont de 19 % au Canada depuis 1990, contre 17 % aux États-Unis.

À cet égard, la Mise à jour économique et financière du ministère des Finances du Canada en a fait sourciller plus d'un, en novembre dernier. Selon le Ministère, la croissance de la productivité du travail depuis 20 ans au Canada est comparable à celle des États-Unis. Entre 1997 et 2002 — les données les plus récentes — le Canada serait même en tête des pays du G7 pour la croissance de la productivité, avec un taux annuel de 1,7 %. L'étude utilise le produit intérieur brut réel (PIB réel) par heure travaillée pour faire ses comparaisons, comme le fait d'ailleurs le Bureau international du travail (BIT).

« La crédibilité budgétaire et monétaire, l'acclimatation des entreprises à la mondialisation des marchés et l'accroissement des investissements ont contribué à une accélération de la croissance de la productivité du travail depuis 1997 », est-il écrit dans le document.

Andrew Sharpe, directeur principal du Centre d'étude sur les niveaux de vie (CENV), arrive à des conclusions semblables. « C'est pratiquement un mythe d'affirmer que la productivité croît moins rapidement au Canada qu'aux États-Unis. C'est dans l'intérêt de certains groupes de pression de dire cela », a-t-il déclaré à *La Presse Affaires*.

Le CENV, d'Ottawa, est l'un des principaux organismes canadiens à s'être penchés sur la question. Le conseil d'administration de cet organisme a but non lucratif est formé d'économistes et d'universitaires de partout au Canada, dont Pierre Fortin, de l'Université du Québec à Montréal.

3. FAIRE DU PÉTROLE OU DES MEUBLES ?

Donc, la mesure la plus couramment utilisée pour comparer le niveau de productivité de deux économies est le PIB par heure de travail. En somme, il s'agit de l'ensemble de tous les biens et services produits divisés par le nombre total d'heures travaillées par les résidents. Ainsi, le niveau de productivité est de 42,57 \$ par heure travaillée au Canada (chiffres de

2002). En Ontario, la productivité du travail est de 44,06 \$ de l'heure et au Québec, de 40,67 \$.

Ces chiffres peuvent toutefois être trompeurs, explique l'économiste Jean-Pierre Maynard, responsable des questions de la productivité à Statistique Canada. La différence entre les niveaux de production de deux provinces ou de deux pays dépend notamment de leur structure industrielle. Une économie forte en machinerie procure une productivité plus grande qu'une économie davantage axée sur la main-d'œuvre. C'est ainsi que le secteur pétrolier dans l'Ouest canadien et l'industrie automobile en Ontario rehaussent de beaucoup la productivité de ces régions.

Prenons l'exemple du fabricant de meubles Shermag, de Sherbrooke. L'an dernier, le bénéfice brut de l'entreprise (ventes moins coût des marchandises vendues) a été de 56 millions de dollars, soit environ 24 500 \$ par employé. En comparaison, il était de 97 400 \$

« C'est pratiquement un mythe d'affirmer que la productivité croît moins rapidement au Canada qu'aux États-Unis. C'est dans l'intérêt de certains groupes de pression de dire cela. »

par employé pour l'entreprise papetière Domtar, de Montréal. Et pour le transporteur de gaz naturel TransCanada Pipelines, de Toronto, il est de 1,8 million de dollars par employé !

Autrement dit, du point de vue des chiffres, les employés de Domtar sont quatre fois plus productifs que ceux de Shermag ; et les employés de TransCanada Pipelines le sont 75 fois plus. Dans les faits, les menuisiers de Shermag ne sont pas nécessairement moins travailleurs, mais leur impact sur la productivité globale du pays, tel que le mesurent les chiffres, est beaucoup moindré.

Cela étant dit, comment se compare le Canada par rapport aux autres pays industrialisés ? Les données les plus fiables sont celles du Bureau international du travail

(BIT), issue d'une méthodologie de l'économiste néerlandais Bart Van Ark, une sommité dans le domaine. L'organisme a converti les données en dollars US et il a tenu compte du pouvoir d'achat que procure un dollar US dans chacun des pays.

En 2001, selon le BIT, une heure de travail ajoutait l'équivalent de 26 \$US au PIB canadien, contre 35 \$ en France, 31 \$ aux États-Unis, 26 \$ en Grande-Bretagne et 23 \$ au Japon. Comme les données sont en dollars de 1990, il faudrait les majorer d'environ 20 % pour tenir compte de l'inflation et avoir une idée de ce procure une heure de travail en dollars d'aujourd'hui. En somme, la productivité du Canada équivaut à environ 84 % de la productivité des Américains.

4. LE PROBLÈME MANUFACTURIER

Le retard canadien est-il surtout attribuable à la différence de structure industrielle ? Les économistes n'ont pas de réponse précise à ce sujet. « Les États-Unis ont pris le virage techno plus rapidement au début des années 80 », avance prudemment M. Maynard, de Statistique Canada.

Andrew Sharpe, du Centre d'étude sur les niveaux de vie, affirme que c'est plus particulièrement le secteur manufacturier — représentant le quart de l'économie — qui accuse un retard au Canada. Dans ce secteur, on ne parle pas d'un écart de productivité de 16 points de pourcentage, mais davantage de 30 points par rapport aux Américains, dit-il. Le retard est beaucoup moindre pour le secteur des services, qui représente deux tiers de l'économie.

Des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada semblent lui donner raison. Entre 1990 et 2002, la croissance annuelle de la productivité manufacturière a été de 3,8 % aux États-Unis contre 3,1 % au Canada. Durant la même période, la hausse a été de 2,8 % en Grande-Bretagne, de 3,4 % au Japon et de 4,2 % en France. Autrement dit, le secteur manufacturier traîne la patte au Canada.

Paul-Arthur Huot, président des Manufacturiers et exportateurs du Québec, soutient que ce retard est entre autres attribuable à notre excès de réglementation et à notre or-

CE QUE RAPPORTE UNE HEURE DE TRAVAIL À L'ÉCONOMIE ¹ PIB par heure de travail en dollars US			
	VALEUR D'UNE HEURE DE TRAVAIL ¹ (Productivité en \$ US de l'heure)	GAIN DE PRODUCTIVITÉ DEPUIS 1980 ²	GAIN DE PRODUCTIVITÉ DEPUIS 1990 ²
France	35 \$	58 %	19 %
Belgique	35 \$	62 %	29 %
États-Unis	31 \$	35 %	17 %
Irlande	31 \$	146 %	65 %
Italie	29 \$	45 %	19 %
Allemagne	29 \$	—	32 %
Finlande	28 \$	81 %	35 %
Canada	26 \$	31 %	19 %
Australie	26 \$	41 %	27 %
Grande-Bretagne	26 \$	55 %	25 %
Japon	23 \$	64 %	23 %
Hong Kong (Chine)	21 \$	105 %	29 %
Nouvelle-Zélande	20 \$	—	9 %
Taiwan	18 \$	191 %	76 %
Grèce	18 \$	37 %	24 %
Corée	13 \$	195 %	63 %
Mexique	11 \$	-3 %	4 %
Hongrie	11 \$	58 %	33 %

¹ Il s'agit du PIB de 2001 par heure travaillée exprimée en dollars US de 1990. L'année 2001 est la plus récente pour faire des comparaisons internationales. L'étude tient compte du pouvoir d'achat que procure une heure de travail (parité des pouvoirs d'achat).

² Le gain de productivité en question réfère à la progression de la valeur d'une heure de travail. Dans le premier cas, il s'agit de la progression entre 1980 et 2001 et dans le second, entre 1990 et 2001.

Source : Bureau international du travail et *La Presse*

ganisation du travail lourde. « Quarante pour cent de notre économie vient de l'activité gouvernementale. C'est beaucoup. »

Il critique les nombreux inspecteurs gouvernementaux, dont ceux de l'Office de la langue française, qui ont dernièrement suggéré à une entreprise bien francophone de Trois-Rivières de changer le bouton on / off de la photocopieuse pour arrêt / marche.

Selon M. Huot, nos entreprises ont eu tendance « à dormir pendant que le dollar était bas ». Autrement dit, les exportateurs n'ont pas eu besoin d'accroître leur productivité pour vendre aux Américains, puisque la faiblesse du huard leur permettait d'être concurrentiel.

Certains observateurs ont même salué la hausse du dollar, voyant là une façon de secouer les entrepreneurs et de les forcer à acheter de la machinerie américaine à moindre

coût. « Ceux qui parlent ainsi n'ont jamais gérer une *shop* de leur vie », fustige l'entrepreneur Dennis Wood, copropriétaire de Bocenor.

La hausse du dollar fait mal à ce fabricant de portes et fenêtres de Beauce. Au dernier trimestre, les profits ont fondu à 462 000 \$ (1,1 % des ventes), alors qu'ils étaient de 1,8 million à la même période l'an dernier (soit 4,6 % des ventes).

L'ex-propriétaire du fabricant de composants électroniques C-Mac prend comme un affront personnel les critiques sur notre présumée faible productivité. « Il est injuste de dire que nous ne sommes pas productifs, dit M. Wood. Faut faire de l'argent pour investir. Et pour ceux qui ne le savent pas, l'hiver est rigoureux dans notre pays, ça coûte cher. »

Improductifs, les Québécois et Canadiens ? Pas sûr.

Air Canada: le litige des caisses de retraite s'enlise

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Le litige qui perdure chez Air Canada à propos du déficit de 1,5 milliard de dollars des caisses de retraite des employés s'est aggravé depuis deux jours, embrouillant la suite de la restructuration du transporteur qui tente d'éviter la faillite.

Le règlement de ce litige est en effet l'une des conditions de l'homme d'affaires Victor Li, de Hong Kong, et de son entreprise Trinity Time pour finaliser un accord d'investissement de 650 millions.

Cet accord, par lequel Trinity deviendrait actionnaire principal à 30 %, a été approuvé le 16 janvier par un tribunal torontois après maintes tergiversations juridiques et financières.

Mais c'est en fin de journée jeudi, à Toronto, que les représentants des employés d'Air Canada, syndiqués ou non, ont rencontré des dirigeants de Trinity pour la première fois pour discuter du déficit des caisses de retraite.

Et hier, au lendemain d'une réunion houleuse selon des participants, les représentants des employés affirmaient leur « rejet catégorique » de la proposition de Trinity de modifier les régimes de retraite.

L'entreprise de M. Li veut les transférer de régimes à prestations déterminées, où le paiement futur des prestations implique la responsabilité financière de l'employeur, vers des régimes à cotisations déterminées, où la valeur des prestations futures dépend surtout du rendement des sommes versées par les employés et l'employeur.

Selon Trinity, les retraités d'Air Canada ne seraient pas touchés par un tel changement. Mais le transfert serait obligatoire à compter de janvier 2005 pour les employés dont la somme de l'âge et des années de service est inférieure à 60 ans. Pour leurs aînés, le transfert serait optionnel.

Trinity dit aussi qu'un tel changement aurait un impact financier à peu près nul sur les cotisations annuelles d'Air Canada. Néanmoins, elle le considère comme une « condition essentielle d'investissement », a indiqué hier Harold Gordon, un administrateur de Trinity et représentant de M. Li à Toronto.

« Trinity et d'autres partenaires (GE Capital Deutsche Bank) sont prêts à investir plus d'un milliard dans l'avenir d'Air Canada. Mais pour que ça fonctionne, il faut que des choses changent chez Air Canada, dont le risque financier de ses caisses de retraite », a dit M. Gordon à *La Presse Affaires*.

« La balle est maintenant dans le camp des représentants des employés. Par ailleurs, le temps presse pour parvenir à un règlement qui permettrait de poursuivre la restructuration, qui prend en retard. »

Du côté syndical, on s'en tenait hier à refuser toute autre discussion avec Trinity avant d'avoir eu une rencontre directe avec la direction d'Air Canada.

« Trinity n'a pas le statut légal d'interlocuteur en ce qui nous concerne, surtout pas pour les régimes de retraite qui ont été négociés avec Air Canada », a indiqué Ron Fontaine, directeur national de l'Association des machinistes, le plus gros syndicat du transporteur avec 12 000 membres, dont environ 4000 au Québec.

Les syndicats n'avaient pas obtenu de réponse d'Air Canada en fin de journée hier. Ils ont déjà convenu avec le transporteur d'allonger le remboursement du déficit sur 10 ans, ce qui devrait être autorisé par Ottawa. Mais il n'y a pas d'entente sur le rythme des cotisations spéciales.

Au syndicat SCFP, qui représente 6080 agents de bord dont 800 au Québec, le directeur du secteur aérien, Richard Nolan, a accusé Air Canada « d'être de mèche avec Trinity pour modifier encore nos conventions collectives, par la porte arrière. »

Par ailleurs, à l'Association des pilotes, qui a 3000 membres dont 800 au Québec, le porte-parole, Jean Marc Bélanger, a qualifié la proposition de Trinity de « totalement inacceptable ».

Fait à noter, l'Association des pilotes a son propre litige avec Air Canada dont le règlement est aussi une condition imposée par Trinity pour parapher son accord financier.

Il s'agit des affectations de pilotage des dizaines de jets régionaux qu'Air Canada veut ajouter à sa flotte à compter de l'automne prochain, comme un élément important de plan de relance.

AU CANADA

L'économie crée moins d'emplois

RUDY LE COURS

Après un automne très chaud au chapitre de la création d'emplois, les grands froids de janvier ont ajouté 14 900 postes seulement au Canada, ce qui a gardé le taux de chômage inchangé à 7,4 %

Le Québec a pour sa part perdu 1500 emplois, ce qui a néanmoins permis un fléchissement de 0,3 % du taux de chômage qui atteint désormais 9,1 %, a fait savoir Statistique Canada hier.

Ce repli s'explique par une diminution de 14 700 des citoyens âgés de 15 et plus détenteurs d'un emploi ou activement en quête d'en trouver un. Le taux d'activité de la population y est en effet passé de 66,5 % à 66,1 %. Au Canada, il n'a reculé que très légèrement : de 67,7 %, un sommet historique, à 67,6 %.

À l'échelle canadienne, les chiffres publiés hier paraissent décevants, si on a en tête que les économistes s'attendaient quand même à 20 000 emplois de plus. Ils mettent fin à une série impressionnante. Les données révisées

pour décembre font état de 39 900 nouveaux emplois, ceux de novembre, 58 800, ceux d'octobre 61 400 et ceux de septembre, 45 000.

Il s'agissait d'un rythme quasi insoutenable toutefois, puisque ces nouveaux emplois ont apporté fort peu de croissance économique.

Le Québec a pour sa part perdu 1500 emplois, ce qui a néanmoins permis un fléchissement de 0,3 % du taux de chômage qui atteint désormais 9,1 %.

Les résultats de janvier sont même beaucoup plus reluisants qu'il n'y paraît à première vue.

Il s'est créé en fait 46 800 emplois à temps plein, mais s'en est détruit 31 900 à temps partiel, a précisé l'agence fédérale.

Au Québec, c'est un peu la même histoire avec 25 500 emplois à

temps plein en plus, desquels il faut retrancher 27 000 à temps partiel.

« Le marché du travail consolide ses gains réalisés depuis septembre », estime Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale.

Depuis août, le nombre d'emplois à temps plein s'est accru de 208 000 contre 12 000 seulement pour le travail à temps partiel.

Autre détail d'importance, l'emploi chez les femmes de 25 ans et plus a progressé de 112 000 depuis août, une progression entièrement attribuable au travail à temps plein.

Pour le seul mois de janvier, il est nécessaire de nuancer cependant. Des 14 900 nouveaux emplois nets, 11 500 étaient détenus par des travailleurs autonomes, généralement moins rémunérés.

Le nombre de salariés a progressé de 3400 seulement, venant tous du secteur privé toutefois.

« Le marché du travail n'a pas besoin de compter sur le gouverne-

ment pour créer des emplois, une tendance qu'on a trop vue au cours des dernières années », faisait remarquer Warren Lovely, économiste chez Marchés mondiaux CIBC.

Le travail autonome

L'augmentation du travail autonome fait ressortir aussi que c'est dans le secteur des services plutôt que dans celui des biens que se sont concentrés les nouveaux emplois.

On en compte 25 300 de plus dans la santé et l'assistance sociale, 19 000 dans les services professionnels scientifiques et techniques et 10 900 dans l'information, les loisirs et la culture.

Les froids de janvier ont fait mal à la construction résidentielle où 11 000 emplois sont disparus et dans celui de l'hébergement et des services de restauration qui en a perdu 17 000.

Fait à signaler, le secteur manufacturier ajoute 4900 emplois au Canada et 5000 au Québec, même si l'appréciation du huard n'a pas fini de coûter cher aux exportateurs.



On vous fait une fleur.

À la Saint-Valentin, offrez un photo-téléphone



Photo-téléphone Audiovox 8900



Photo-téléphone LG 5450

149,99 \$*

chacun avec un contrat de 3 ans

- 30 jours gratuits de messagerie photo*
- 10 impressions gratuites*
- jusqu'à 4 mois d'appels locaux illimités**

Faites vite, l'offre se termine le 16 février !

DE PLUS, à l'achat d'un photo-téléphone, offrez-vous une imprimante photo HP pour

34,99 \$**

(prix de détail de 199,99 \$)



En cadeau ! Un CD inédit gratuit !**

le futur est simple^{MD}

TELUS
mobilité^{MC}

Pour plus de détails sur cette super offre, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilité.com

FUTURE SHOP

Nouvelles mises en service seulement. Les téléphones offerts peuvent varier d'un emplacement à l'autre. La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour obtenir plus de détails et voir nos cartes de couverture, visitez telusmobilité.com. *Offre valable jusqu'au 16 février 2004. Offre valable avec les mises en service effectuées en magasin; là où c'est impossible, un rabais postal sera remis (le montant varie selon l'appareil). †Offre valable jusqu'au 31 mars 2004. ‡Visitez telusmobilité.com/quideneuf pour obtenir davantage de renseignements sur cette offre et une liste des marchands participants. **Obtenez 2 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans dans le cadre des forfaits sélectionnés. Obtenez 4 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans dans le cadre des forfaits sélectionnés. Offre valable jusqu'au 31 mars 2004. ††Après rabais instantané de 100 \$ et rabais postal de 50 \$US (65 \$CA). Le rabais postal de HP peut varier en fonction de la fluctuation du taux de change. Offre valable jusqu'au 16 février 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks. Seulement offert chez certains détaillants et marchands participants. Certains détaillants et marchands participants peuvent vendre cette imprimante plus cher. Câble USB non compris. Demandez des renseignements additionnels en magasin. Visitez telusmobilité.com/quideneuf pour obtenir davantage de renseignements. ‡‡Offre d'une durée limitée valable du 15 janvier au 28 février 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks. Cette offre ne s'applique pas aux forfaits prépayés. © 2004 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial
Le Boulevard
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications Mobilenet
5165, ch. Queen-Mary,
bureau GR-2
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne,
bureau 1470
Verscell Communications
1485, rue Amherst
Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
Saint-Laurent
D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radiocommunication inc.
9, boul. de la Seigneurie,
bureau 7
Joliette
Multicom Communications 2000
159, boul. Antonio-Barrette
Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Proxi Télécom inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications inc.
2995, boul. Dagenais, local D
Repentigny
Galeries Five-Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, bureau C
Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, bureau 102
Saint-Jérôme
Carrefour du Nord
Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno
Belœil
Cellulaire +
559, boul. Laurier
Candiac
D2 Technologie
89, ch. Saint-François-Xavier
Greenfield Park
Proxi Télécom inc.
3814, boul. Taschereau
Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE		CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
		(\$)		NET	%			HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (<i>A</i>)	✓	10,30	0,31	3,10	-0,68	4 534	11,54	8,22	
▲ Aeterna (<i>AEL</i>)		7,33	0,43	6,23	70,47	368	10,00	3,52	
▲ Air Canada (<i>AC</i>)		1,50	0,02	1,35	12,78	138	3,55	0,56	
▲ Alcan (<i>AL</i>)	✓	57,98	1,16	2,04	-4,28	21 294	64,25	38,77	
▲ Alimentation Couche-Tard (<i>ATD/B</i>)	✓	23,15	0,25	1,09	-3,14	2 319	24,50	11,45	
Astral Media (<i>ACM/A</i>)		29,18	0,08	0,28	4,03	1 615	29,85	22,15	
▲ Axcan Pharma (<i>AXP</i>)	✓	26,40	0,91	3,57	30,37	1 188	26,90	14,11	
Banque de Montréal (<i>BMO</i>)	✓	57,25	0,30	0,53	7,01	28 733	59,65	39,30	
Banque Laurentienne du Canada (<i>LB</i>)	✓	28,86	-0,03	-0,10	3,63	678	29,47	24,61	
Banque Nationale du Canada (<i>NA</i>)	✓	44,40	0,09	0,20	2,92	7 786	45,30	31,05	
Banque Royale du Canada (<i>RY</i>)	✓	63,38	0,08	0,13	2,56	41 589	65,90	53,26	
BCE (<i>BCE</i>)	✓	29,26	0,21	0,72	1,25	27 036	32,37	26,47	
▲ BCE Emergis (<i>IFM</i>)		6,25	0,09	1,46	13,64	644	8,16	4,83	
▲ Bombardier (<i>BBD/B</i>)	✓	6,64	0,00	0,00	21,39	11 641	6,80	2,56	
▲ Cambior (<i>CBJ</i>)		3,70	0,06	1,65	-7,27	891	4,95	1,51	
Cascades (<i>CAS</i>)	✓	11,67	0,05	0,43	-5,74	954	14,93	11,15	
CN (<i>CNR</i>)	✓	79,70	-0,05	-0,06	-2,81	15 098	83,45	59,11	
Cogeco (<i>CGO</i>)		18,25	0,11	0,61	14,35	298	18,40	10,40	
Corporation Financière Power (<i>PUF</i>)	✓	52,80	0,00	0,00	6,60	18 396	53,50	36,35	
▲ Domtar (<i>DTC</i>)	✓	15,56	0,56	3,73	-4,25	3 561	16,84	14,02	
Exfo (<i>EXF</i>)		7,68	0,07	0,92	60,67	485	9,30	2,83	
▲ Groupe CGI (<i>GIB/A</i>)	✓	8,75	0,11	1,27	8,03	3 519	9,29	6,45	
Groupe SNC-Lavalin (<i>SNC</i>)	✓	49,25	0,25	0,51	-3,43	2 494	52,00	29,02	
Groupe TVA (<i>TVA/B</i>)	✓	23,26	-0,11	-0,47	10,87	756	23,95	14,70	
▲ Labopharm (<i>DDS</i>)		6,93	0,08	1,17	-24,43	249	9,30	3,15	

▲▼ : Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractère gras** : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / **M\$** : Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 578,20	8 648,45	8 548,41	8 638,61	1,06 %	33,12 %

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 453	GAINS	824	PERTES	434	INCHANGÉES	195
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	8 697,20	6 204,94	266	272			

SOUS-INDICES							
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION		
Services financiers	139,82	0,69	Prod. consom. discréc.	90,27	0,36		
Matériaux de base	150,25	4,42	Services de télécom.	69,14	0,30		
Énergie	157,35	0,07	Prod. consom. de base	175,72	0,18		
Produits industriels	78,40	0,54	Service publics	149,75	1,43		
Tech. de l'information	34,84	0,92	Soins de santé	72,98	1,00		

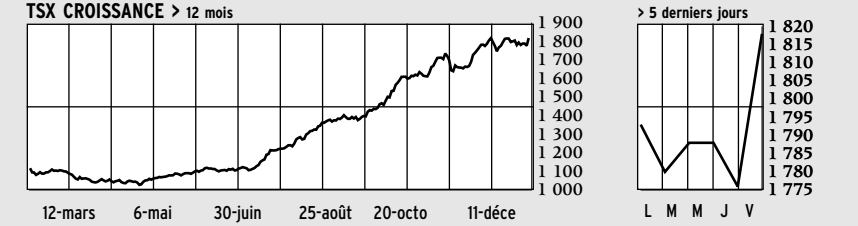
AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	482,49	3,97	0,83	S&P / TSX Moyen. Cap.	573,47	8,22	1,45
S&P / TSX Petites cap.	607,48	12,76	2,15	DJ Can. Titans (40)	1 252,30	10,14	0,81

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	23592371	10,45	0,26	ATS AUTOMATION TO	3123351	11,04	-0,21
BOMBARDIER/B	10887560	6,64	0,00	BCE INC	2921970	29,26	0,21
CARA OPERAT/A	7634150	7,94	0,43	BEMA GOLD CORP	2853078	4,55	0,30
WHEATON RIVER M.	4462707	3,66	0,15	BADGER DAYLIGHTIN	2481195	4,03	0,23
INCO LTD	3134406	47,38	1,25	ELDERADO GOLD COR	2473615	4,10	0,22

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
AMR TECHNOLOGIES	200995	2,53	19,34	POTASH CORP OF SA	107708	109,22	3,52
RNC GOLD INC	31954	2,78	13,47	RESEARCH IN M.	3400	91,42	3,12
CENTURION ENERGY	439727	3,28	11,57	BEMA GOLD CORP	2853078	4,55	0,30
FAIRBORNE ENERGY	119598	7,40	10,45	FAIRFAX FINANCIAL	30131	245,00	2,55
GOLDEN STAR RES.	716019	7,86	10,24	WINPAK LTD	2346	101,00	2,50

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
DENNINGHOUSE INC	2100	4,50	-7,22	QUEBECOR WORLD	577675	24,79	-1,22
MARSULEX INC	1400	5,15	-6,36	ROGERS WIRELESS C	220300	37,81	-1,09
IMI INTL MED.INN	5100	3,75	-6,25	QUEBECOR INC/B	173059	27,24	-0,95
STRONGCO INC	8066	3,75	-6,25	PRIMEWEST ENERGY	2513	11,54	-0,71
PRIMEWEST ENERGY	2513	11,54	-5,80	DUNDEE BANC./A	4606	24,40	-0,50

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 776,43	1 819,28	1 776,43	1 817,73	2,33 %	63,09 %

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 141	GAINS	523	PERTES	350	INCHANGÉES	268
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 822,32	1 026,05	77	81			

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
10 494,89	10 593,40	10 464,52	10 593,03	0,93 %	33,59 %

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 459	GAINS	2 669	PERTES	667	INCHANGÉES	123
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 705,18	7 416,64	1 456	1 573			

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
2 025,96	2 064,01	2 025,91	2 064,01	2,20 %	58,56 %

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 383	GAINS	2 363	PERTES	782	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 153,83	1 253,22	1 853	1 953			

	IQ 30	FERMETURE		CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
		(\$)		NET	%			HAUT	BAS
Le Groupe Canam Manac (<i>CAM/A</i>)		4,70	0,00	0,00	17,50	321	6,20	3,28	
▲ Le Groupe Jean Coutu (PJC) (<i>PJC/A</i>)	✓	15,85	0,25	1,60	-0,31	3 597	17,82	13,25	
▲ Les Boutiques San Francisco (<i>SF/B</i>)		0,74	0,14	23,33	184,62	9	1,92	0,22	
Les Industries Dorel (<i>DII/B</i>)	✓	41,85	0,39	0,94	17,85	1 364	43,99	33,29	
▲ Les Vêtements de Sports Gildan (<i>GIL/A</i>)	✓	41,05	0,53	1,31	2,55	1 212	42,50	34,01	
L'Industrielle-Alliance (<i>IAG</i>)	✓	46,42	0,37	0,80	5,98	1 826	47,50	34,50	
MAAX (<i>MXA</i>)	✓	22,17	0,18	0,82	-6,02	537	23,97	14,81	
▼ Mega Bloks (<i>MB</i>)		20,11	-0,43	-2,09	-12,57	545	26,49	18,85	
▲ Metro (<i>MRU/A</i>)	✓	20,29	0,24	1,20	-7,35	1 988	22,37	16,77	
Molson (<i>MOL/A</i>)	✓	31,55	-0,19	-0,60	-12,60	4 017	38,75	28,50	
Neurochem (<i>NRM</i>)		27,20	0,15	0,56	-11,11	810	33,24	7,75	
▲ Nortel (<i>NT</i>)		10,45	0,26	2,55	90,35	43 495	11,94	2,73	
▲ Power Corporation du Canada (<i>POW</i>)	✓	51,58	0,58	1,14	6,57	10 158	51,58	34,80	
▼ Quebecor (<i>QBR/B</i>)	✓	27,24	-0,95	-3,37	15,13	1 772	28,70	12,06	
▼ Quebecor World (<i>IQW</i>)	✓	24,79	-1,22	-4,69	-7,33	3 271	34,60	20,51	
▲ Quincaillerie Richelieu (<i>RCH</i>)		18,90	0,20	1,07	-0,68	435	19,50	13,75	
▲ Rona (<i>RON</i>)		31,70	0,40	1,28	1,64	1 801	31,80	11,75	
▲ Saputo (<i>SAP</i>)	✓	30,95	0,60	1,98	-3,58	3 207	32,50	21,04	
Shermag (<i>SMG</i>)		12,15	0,00	0,00	-12,97	162	16,30	10,01	
▲ Sico (<i>SIC</i>)		23,85	0,35	1,49	-5,36	161	25,50	19,00	
Téléystème Mobiles Int. (<i>TIW</i>)		18,21	0,06	0,33	67,83	1 785	18,69	1,10	
▲ Tembec Inc. (<i>TBC</i>)	✓	9,00	0,14	1,58	-4,56	772	11,00	6,20	
Transat AT (<i>TRZ</i>)		14,50	-0,10	-0,69	30,63	478	15,25	3,40	
▲ Transcontinental (<i>TCL/A</i>)	✓	24,35	0,53	2,23	1,46	2 154	25,45	15,25	
Van Houtte (<i>VH</i>)		15,00	-0,03	-0,20	-6,54	322	16,05	10,51	

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT		VOLUME	VARIATION CETTE ANNÉE (%)			FERMETURE (\$)	CHANGEMENT		VOLUME	VARIATION CETTE ANNÉE (%)	
		NET	%						NET	%			
About Mines Inc — CI B (ABI)	0,12	0,00	0,00	0	-14,29		Junex Inc (JNX)	1,17	0,00	0,00	0	-2,50	
Afcan Mining Corporation (AFK)	0,42	0,00	0,00	107 362	-30,00		Kwg Resources Inc (KWG)	0,33	-0,01	-1,49	539 500	1,54	
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,20	0,01	5,26	114 400	14,29		Limtech Lithium Industries I (LTL)	0,46	-0,01	-1,08	2 300	58,62	
Aldevision Inc (ALD)	0,09	-0,01	-10,00	52 500	100,00		Look Communications Inc (LOK)	0,36	-0,03	-6,58	10 679	-17,44	
Allican Resources Inc (ALI)	0,25	0,05	25,00	46 100	6,38		Loubac Top Environmental Inc (LTE)	0,11	0,00	0,00	0	-26,67	
Andromed Inc (AD)	0,70	0,07	11,11	11 500	29,63		Loubel Exploration Inc (LBX)	0,06	0,00	0,00	113 805	-14,29	
Antoro Resources Inc (ORE)	0,29	-0,01	-1,70	19 000	-9,38		Louvem Mines Inc (LOV)	1,05	0,00	0,00	4 500	-4,55	
Appalaches Resources Inc (APP)	0,20	0,01	5,41	56 000	-4,88		Lyrtech Inc C1 A (LYT)	0,54	0,01	1,89	158 900	10,20	
Artquest Internat'l Alliances (AQ/B)	0,05	0,00	0,00	2 900	-28,57		Magistral Biotech Inc (MBS)	0,58	0,02	3,57	104 500	16,00	
Azimut Exploration Inc (AZM)	0,30	0,00	0,00	103 500	0,00		Matamec Explorations Inc (MAT)	0,19	-0,01	-2,63	21 900	-7,50	
Biopharge Pharma Inc (BUG)	0,16	0,00	0,00	25 000	-30,44		Maude Lake Exploration Ltd (MAU)	0,12	0,00	0,00	0	-14,82	
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,67	0,04	6,35	39 000	11,67		Mellor Resources Inc (MKR)	0,18	-0,01	-2,70	38 000	5,88	
Branchez-Vous Inc (BZY)	0,06	0,00	0,00	0	-25,00		Metco Resources Inc (MKO)	0,18	-0,01	-5,26	170 562	24,14	
Canadian Royalties Inc (CZZ)	2,00	-0,02	-0,99	31 050	1,52		Mirabel Resources Inc (RMB)	0,37	0,00	0,00	40 439	2,78	
Ced-Or Corp (COQ)	0,25	0,01	4,17	66 553	16,28		Mty Food Group Inc (MTY)	0,49	0,01	2,08	39 500	-7,55	
Clemex Tech Inc — A Shrs (CXG/A)	0,10	0,00	0,00	0	-20,00		Murgo Resources Inc (MUG)	0,15	0,01	7,41	3 800	7,41	
Cpl Technologies Inc (CCY)	0,08	0,00	0,00	87 000	-20,00		Nomey Exploration Inc (NME)	0,65	0,05	8,33	5 779	35,42	
Dacha Capital Inc (DAC)	1,80	0,00	0,00	3 076	24,14		National Construction Inc (NAT)	0,23	0,00	0,00	0	142,11	
D'ariane Resources Inc (DAR)	0,15	0,00	0,00	56	-11,77		Neptune Tech&Bioresources Inc (NTB)	0,34	0,00	0,00	1 500	-30,21	
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,30	0,00	0,00	0	-10,61		Normabec Mining Res Ltd (NMB)	0,24	0,00	0,00	38 200	118,18	
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	1,35	0,07	5,47	295 180	-27,03		Nstein Technologies Inc (EIN)	0,43	0,00	0,00	2 536 950	152,94	
Diagnos Inc (ADK)	0,12	0,00	0,00	850	-4,17		Nti Newmerical Inc (CFD)	0,45	0,00	0,00	115 500	28,57	
Dianor Resources Inc (DOR)	0,14	0,00	0,00	66 000	16,67		Oasis Diamond Exploration Inc (CSI)	0,09	0,00	0,00	145 000	-10,00	
Dios Exploration Inc (DOS)	0,41	0,00	0,00	3 000	-5,75		Orex Exploration Inc (OKX/H)	0,11	-0,02	-15,39	10 500	83,33	
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,23	-0,02	-8,00	1 700	70,21		Ossko Exploration Ltd (OSK)	0,41	-0,02	-4,65	10 000	6,49	
Divcom Technologies Inc (DVQ)	0,68	0,03	4,62	54 000	23,64		Perlite Canada Inc (PCI)	0,29	-0,01	-1,72	5 250	9,62	
Dupont Capital Inc (DPW/P)	0,25	0,00	0,00	0	21,95		Plexmar Resources Inc (PLE)	0,29	0,01	1,79	339 500	23,91	
Dynacor Mines Inc (DYN)	0,44	0,01	2,33	36 000	-2,22		Pro-Or Inc (POI)	1,25	0,00	0,00	10 000	-12,59	
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	0,28	-0,02	-6,67	874 300	3,70		Radisson Mining Resources (RDS)	0,63	0,02	3,28	37 150	5,40	
Environ Applied Research Tech (EAR)	0,23	-0,01	-2,17	20 650	18,42		Raymor Industries Inc (RAR)	0,12	-0,02	-11,54	5 000	-14,82	
Events International Holding (EIH)	0,21	-0,03	-12,50	5 000	-16,00		Ressources Majescor Inc (MAJ)	0,28	0,01	1,85	34 049	-5,17	
Exploration Orbite Vspa Inc (ORT/A)	0,10	0,00	0,00	27 000	-9,52		Robex Resources Inc (RBX)	0,41	-0,01	-1,21	22 000	-8,89	
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,25	-0,01	-3,85	47 500	13,64		Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,77	0,00	0,00	11 130	-15,39	
Freewest Resources Canada (FRW)	0,26	0,02	8,51	285 500	-28,17		Searchgold Resources Inc (RSG)	0,30	0,00	0,00	116 500	1,70	
Frv Media Inc-C1 A (FRV)	0,44	0,00	0,00	50 500	-6,38		Section Rouge Media Inc (SRO)	0,51	0,01	2,00	7 800	-15,00	
Future Beach Corporation/A (FBC)	0,40	0,00	0,00	0	19,70		Sirios Resources Inc (SOI)	0,11	0,00	0,00	0	-12,00	
G.I.E.Environment Tech Ltd (GIE)	0,10	0,01	11,77	1 000	-42,42		Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,74	0,04	5,71	61 200	17,46	
Genomics One Corporation (GNX)	0,44	0,04	10,00	28 825	175,00		Sonus Venture Capital Corp (SOS/P)	0,30	-0,05	-14,29	7 333	0,00	
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,35	0,03	7,81	10 000	15,00		South-Malartic Exploration (MSU)	0,48	0,00	0,00	141 235	-5,88	
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,43	0,03	7,50	4 000	-29,51		Stratoco Resources Inc (RSC)	0,15	-0,01	-3,33	117 500	-9,38	
Golden Tag Resources (GOG)	0,24	-0,01	-4,00	10 000	-7,69		Syscan International Inc (SYA)	0,89	0,01	1,14	26 510	18,67	
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,35	0,00	0,00	0	-7,90		Tom Exploration Inc (TUM)	0,35	-0,01	-1,43	138 300	4,55	
Goldstar Mining Inc (GOM)	0,11	0,00	0,00	0	4,76		Typhoon Exploration Inc (TOO)	0,24	0,00	0,00	0	20,00	
Gopher Media Services Corp (GOX)	0,20	0,00	0,00	0	-16,67		Upland Global Corporation (UPL)	0,05	0,00	0,00	0	25,00	
H20 Innovation (2000) Inc (HOI)	0,18	0,01	2,86	112 050	9,09		Vantex Oil Gas & Minerals (VTX)	0,25	0,00	0,00	0	-22,22	
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,20	0,00	0,00	1 500	-4,76		Victrom Human Bionics Inc (VHB)	1,57	0,02	1,29	18 720	1,29	
Honeybee Technology Inc (HBT)	1,70	0,00	0,00	200	-3,41		Vigil Locating Systems Corp (VIG)	0,52	0,07	14,29	32 000	-13,33	
Iforum Financial Network Inc (IFF)	0,30	0,00	0,00	0	7,14		Vior Exploration Inc (VIO)	0,16	0,00	0,00	0	-11,43	
Imaflex Inc (IFX/A)	0,50	0,06	13,64	11 000	-5,66		Xemac Resources Inc (XEM)	0,05	-0,01	-9,09	10 500	-23,08	
Isee3d Inc (ICG/H)	0,03	0,01	50,00	205 500	20,00		Zac Inc C1 A (ZAQ)	0,67	-0,03	-4,29	549 127	219,05	

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

Quand Nortel force la main aux gestionnaires

Les titres technologiques canadiens performent mieux que ceux des États-Unis.



FRANCIS VAILLES

FIN DE SÉANCE

Le rebond spectaculaire de Nortel Networks cause bien des maux de tête aux gestionnaires de fonds communs de placement. D'autant plus que nous sommes en pleine période de cotisations aux REER, période où les investisseurs ont les yeux rivés sur les rendements.

Pour comprendre leurs problèmes, il faut savoir que la mesure ultime de leur travail est la comparaison de leur rendement avec les indices boursiers. Par exemple, est-ce que leurs fonds d'actions canadiennes font mieux que l'indice TSX de la Bourse de Toronto ? Si les rendements de leurs fonds ne battent pas les indices, c'est que leur gestion n'ajoute aucune valeur à l'argent qui leur est confié.

Or voilà, depuis le début de 2004, la remontée surprise de

Nortel (symbole : NT) explique à elle seule 63 % de la hausse de l'indice TSX, explique Vincent Delisle, stratège chez Valeurs mobilières Desjardins. Plus précisément, l'indice TSX a augmenté de 4 % (327 points) entre le 31 décembre et le 4 février et la contribution de Nortel s'élève à 2,5 % (207 points).

Selon M. Delisle, à peine le tiers des fonds d'actions canadiennes ont battu l'indice phare de la Bourse de Toronto depuis le début de l'année. C'est donc dire que la plupart de ces fonds d'actions ont une proportion moins grande d'actions de Nortel que le poids de Nortel dans l'indice TSX. Il y a deux mois, la capitalisation boursière de Nortel représentait 3,1 % de la capitalisation de l'ensemble des entreprises de l'indice de la Bourse de Toronto. Aujourd'hui, ce poids est de 5,3 %, le plus important de l'indice torontois, devant la Banque Royale.

Un achat par dépôt

Pour remédier à la situation, plusieurs gestionnaires n'auront d'autres choix que d'augmenter le nombre d'actions de Nortel qu'ils détiennent. « Les gestionnaires achètent parfois par dépôt. Ils n'ont pas le choix de suivre la *momentum* pour battre l'indice. Ça coûte cher de garder une optique négative sur un titre », explique M. Delisle.

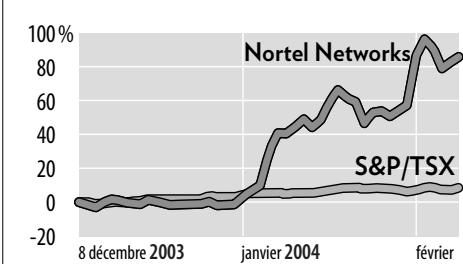
Selon le stratège de Desjardins, les investisseurs institutionnels risquent d'avoir de l'appétit pour Nortel durant quelques mois encore, d'autant plus qu'ils auront d'énormes liquidités avec les nouvelles cotisations REER. « Ces jeux de coulisses pourraient encore faire monter le titre de quelques dollars, car il y a plus d'acheteurs potentiels que de vendeurs. »

Dopé par Nortel, le rendement du secteur technologique cana-

NORTEL ET LES INDICES BOURSIERS

	6 février	Hausse depuis le 31 décembre
Indice S&P/TSX	8638,61	5,1%
Sous-indice techno S&P/TSX	339,71	52,4%
Indice composite NASDAQ	2064,01	3,0%
Nortel Networks	10,45\$	90,3%

RECOMMANDATIONS SUR NORTEL
22 analystes recommandent d'acheter le titre, **13** de le conserver et **2** de le vendre



VINCENT DELISLE
Stratège, Valeurs mobilières Desjardins

PLUS : le secteur technologique bénéficie d'une reprise des investissements et de l'expansion économique américaine

MOINS : les bonnes nouvelles sont déjà reflétées dans les évaluations

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

dien déclasse celui des États-Unis. Depuis le début de l'année, le sous-indice technologique TSX a pris 52 %, comparativement à environ 3 % pour l'indice NASDAQ, composé principalement de titres technologiques.

Nortel a déclaré un bénéfice net pour son exercice 2003 terminé le 31 décembre, une première en sept ans.

Le bénéfice s'est élevé à 732 millions US (17 cents US par action) et les revenus ont été 9,81 milliards.

Au cours du quatrième trimestre de 2003, ce bénéfice a été de 499 millions US (11 cents US par action), comparativement à une

perte de 168 millions US (4 cents US) au cours de la période correspondante de 2002.

Les nombreux analystes qui suivent le titre prévoient que l'entreprise réalisera 19 cents US de profits par action au cours de l'exercice 2004 (environ 25 cents CAN).

Au cours de clôture de 10,45 \$ hier, le titre s'échangeait donc à 42 fois les profits attendus, ce que plusieurs considèrent cher, la moyenne des entreprises canadiennes étant de 20-22 fois les profits.

En somme, le titre n'est pas donné, mais pour les raisons techniques expliquées par M. Delisle, il pourrait monter encore.

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises étrangères vendredi, tels que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud	rand	\$ 0.1986
Arabie saoudite	riyal	\$ 0.3713
Argentine	peso	\$ 0.46911
Australie	dollar	\$ 1.0578
Bahamas	dollar	\$ 1.3577
Bahrein	dinar	\$ 3.6585
Barbade	dollar	\$ 0.6998
Bermudes	dollar	\$ 1.3577
Brésil	real	\$ 0.4664
Bulgarie	lev	\$ 0.8840
Caralibes	dollar	\$ 0.5241
Chili	peso	\$ 0.00231
Chine	renminbi	\$ 0.1676
Chypre	livre	\$ 2.9484
Colombie	peso	\$ 0.000501
Corée	won	\$ 0.001181
Costa Rica	colon	\$ 0.003259
Danemark	couronne	\$ 0.2330
Egypte	livre	\$ 0.2239

Em.A.U.	dirham	\$ 0.3755
Etats-Unis	dollar	\$ 1.3270
Europe	euro	\$ 1.6858
Fidji	dollar	\$ 0.8272
Guyane	dollar	\$ 0.007705
Haïti	gourde	\$ 0.0325
Hong Kong	dollar	\$ 0.1778
Hongrie	forint	\$ 0.00646
Inde	roupie	\$ 0.0313
Indonésie	roupie	\$ 0.000171
Israël	shekel	\$ 0.3092
Jamaïque	dollar	\$ 0.0242
Japon	yen	\$ 0.012587
Kenya	shilling	\$ 0.0181
Koweït	dinar	\$ 4.7510
Liban	livre	\$ 0.000911
Malaisie	ringgit	\$ 0.3725
Maroc	dirham	\$ 0.1563
Mexique	peso	\$ 0.1286
Norvège	couronne	\$ 0.1987
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.9536
Pakistan	roupie	\$ 0.0251
Pérou	sol	\$ 0.3947
Philippines	peso	\$ 0.0247
Pologne	zloty	\$ 0.3558

Rép. dominicaine	peso	\$ 0.0262
Rép. tchèque	couronne	\$ 0.0521
Roumanie	leu	\$ 0.0000423
Royaume-Uni	livre	\$ 2.4510
Russie	rouble	\$ 0.0483
Singapour	dollar	\$ 0.8099
Slovaquie	couronne	\$ 0.0425
Slovénie	tolar	\$ 0.007289
Sri Lanka	roupie	\$ 0.01414
Suède	couronne	\$ 0.1905
Suisse	franc	\$ 1.1003
Taiwan	dollar	\$ 0.0415
Tanzanie	shilling	\$ 0.001252
Thaïlande	baht	\$ 0.0352
Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2276
Tunisie	dinar	\$ 1.1315
Turquie	livre	\$ 0.00000103
Ukraine	hryvna	\$ 0.2588
Venezuela	bolivar	\$ 0.00086

Les cotes sont en devises canadiennes.

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US	
	Vendredi
Saudi Arabian light	29,60
North Sea Brent	29,02
West Texas Intermediate	32,78
	Jeudi
	29,26
	29,71
	33,08

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE	
CUIVRE (catégorie-A)	
comptant	2588-2589
3 mois	2572-2574
15 mois	2425-2430
PLOMB	
comptant	848,5-849
3 mois	819-820
15 mois	713-718
ALUMINIUM	
comptant	1657,5-1658
3 mois	1672-1672,5
15 mois	16515-1620
NICKEL (dollars)	
comptant	15170-15180
3 mois	15000-15020
15 mois	12060-12160
ÉTAIN	
comptant	6510-6520
3 mois	6480-6490
15 mois	6370-6380
ZINC (qualité supérieure)	
comptant	1058,5-1059
3 mois	1071-1071,5
15 mois	1068-1073

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé vendredi le prix de l'argent de (\$0 1600) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille. Vendredi: \$6 3000 MONTREAL — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent canadien (\$8 699) (+0 197) l'once troy. NEW YORK — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent américain (\$6 315) (+0 145) l'once troy.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
		Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.
Brookfield Properties Corp. (BPO / TSX)	31 déc. - 4Q	447 000	390 000	15	126 000	66 000	91	0.75	0.39
Immobilier, N/A	12 mois	1 363 000	1 372 000	-1	279 000	280 000	0	1.63	1.61
Canfor Corp. (CFP / TSX)	31 déc. - 4Q	656 400	610 000	8	34 100	(58 000)	—	0.40	(0.73)
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	12 mois	2 662 600	2 652 800	0	153 300	11 500	1233	1.81	0.07
Dofasco Inc. (DFS / TSX)	31 déc. - 4Q	871 200	931 000	-6	2 600	(56 500)	—	0.03	(0.75)
Mines/Métaux, Ontario	12 mois	3 554 900	3 583 700	-1	118 400	122 800	-4	1.56	1.63
Draxis Health Inc. (DAX / TSX)	31 déc. - 4Q	14 385	9 836	46	1 521	709	115	0.04	0.02
Médical/Produits pharm., Ontario									
Emera Inc. (EMA / TSX)	31 déc. - 12 mois	1 231 300	1 227 200	0	129 200	83 600	55	1.20	0.85
Services publics, Nouvelle-Écosse									
Lafarge North America Inc. (LAF / TSX)	31 déc. - 4Q	882 913	788 543	12	68 392	71 830	-5	0.93	0.98
Construction/Bâtiment, N/A									
Lindsey Morden Group Inc. (LM / TSX)	31 déc. - 12 mois	461 499	457 874	1	(29 955)	(17 485)	—	(2.18)	(1.28)
Assurances, Ontario									
McGraw-Hill Ryerson Ltd. (MHR / TSX)	31 déc. - 4Q	20 364	21 666	-6	703	59 1092	0.35	0.03	
Édition/Inform., Ontario	12 mois	88 735	95 343	-7	6 104	6 156	-1	3.06	3.08
Quebecor World Inc. (IQW / TSX)	31 déc. - 4Q	1 741 600	1 701 500	2	(53 900)	70 600	—	(0.48)	0.45
Édition/Inform., Québec									
Rogers Sugar Income Fund (RSI.U / TSX)	31 déc. - 1Q	12 846	11 625	11	13 014	11 646	12	0.15	0.13
Aliment./Boissons, Québec									
Spectra Group Of Great Rest. (SPA / TSX)	4 jan. - 3Q	15 417	16 698	-8	(663)	(440)	—	(0.09)	(0.07)
Restaurants, C.-B.									
Source: CNW Telbec									

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

www.MICRO-ZOOM.com



AMD ATLON 2800+

Tour moyenne Deluxe ATX 300 W
Lecteur de disquettes 3.5 po 1.44 Mo haute densité
Carte graphique vidéo 3D AGP
Mémoire 256 Mo DDR
Disque dur 40 Go
Clavier Windows (garantie 1 mois)
Souris et tapis
CDRW-ROOM 52X 24X 52X E-IDE
Haut-parleurs amplifiés 120 W
Ecran 17 po CRT SVGA
4 ports USB
1 port en série et 1 port parallèle
Connection Ethernet

Microsoft Windows XP, édition familiale
Garantie limitée 1 an pièces et main-d'oeuvre

~~599\$~~ **Maintenant 599 \$**

Intel Pentium 4, 2660 MHz

Boîtier Deluxe ATX 220 V/110 V
Lecteur de disquettes 3.5 po, 1.44 Mo haute densité
Carte graphique Geforce avec sortie vidéo, 128 Mo DDR
Mémoire DDR 512 Mo
Disque dur ultra ATA 80 Go, 7 200 RPM
Clavier bilingue PS/2
Souris et tapis
CDRW + DVD Room + CD-ROM
Son stéréo Intégrade (audio)
Haut-parleurs amplifiés 3 pièces, " subwoofer "
Ecran 17 po CRT
Fax/modem V.92 56 K
Connexion Ethernet

Microsoft Windows XP, édition familiale
Garantie limitée 1 an pièces et main-d'oeuvre

~~1 199\$~~ **Maintenant 899 \$**

Disques durs		Lecteurs CD-ROM		Imprimantes laser	
40 Go ~~88\$~~	69 \$	DVD-RW 4X +/- OEM ~~149\$~~	119 \$	LEXMARK E210 ~~299\$~~	210 \$
80 Go ~~149\$~~	89 \$	DVD-RW 8X +/- OEM ~~199\$~~	149 \$	ATI RADEON 128 MO ~~126\$~~	69 \$
120 Go ~~149\$~~	119 \$	DVD-ROM ~~49\$~~	35 \$		
160 Go ~~219\$~~	175 \$	CD-RW 52X 24X 52X ~~49\$~~	39 \$		
200 Go ~~289\$~~	210 \$	CD-RW+DVD-ROM+CD-ROM ~~99\$~~	69 \$		

Tél.: (514) 731-4343 • Fax: (514) 731-4877 • 6730 CÔTE-DES-NEIGES, MONTRÉAL, QC, H3S 2A8
Heures d'ouverture: Lundi-Vendredi: 9 h - 21 h, Samedi-Dimanche: 9 h - 18 h
Les photos ne correspondent pas. Offre limitée, les prix peuvent changer sans préavis. Paiement comptant, taxes en sus.

Suite à la page 13

HYUNDAI L'ÉVÉNEMENT AUTANT POUR SI PEU



ACCENT GS 2004

PDSF DE 12 895 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 48 MOIS ou **0\$ DE COMPTANT**

LOUEZ À PARTIR DE **149\$*** PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur multisoupapes à DACT de 1,6 litre
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Deux coussins gonflables
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles
- Porte-verre double
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Et beaucoup plus. RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE ACCENT GSi 3 PORTES.

ELANTRA GL 2004

PDSF DE 15 625 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 60 MOIS ou **179\$***

LOUEZ À PARTIR DE PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ. COMPTANT DE 1995 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes
- Deux coussins gonflables
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Radio AM/FM/CD
- Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir
- Porte-verre double
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Et beaucoup plus

SONATA GL 2004

PDSF DE 22 395 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 60 MOIS ou **229\$***

LOUEZ À PARTIR DE PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2495 \$

- Moteur 2,4 litres à DACT
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Climatiseur
- Régulateur de vitesse
- Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Têledéverrouillage avec alarme
- Et beaucoup plus

SANTA FE GL 2004

PDSF DE 21 095 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 48 MOIS ou **199\$***

LOUEZ À PARTIR DE PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2995 \$

- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Traction avant
- Freins à disque aux 4 roues
- Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich®
- Radio AM/FM/CD
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Et beaucoup plus

MAINTENANT

0% FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS[†]

SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS

TIBURON 2004

PDSF DE 20 495 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 36 MOIS ou **239\$***

LOUEZ À PARTIR DE PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 1995 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Phares antibrouillard
- Roues en alliage d'aluminium
- radiaux Michelin® P205/55R-16
- Freins à disque aux 4 roues
- Et beaucoup plus

XG350 2004

PDSF DE 32 995 \$**



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†] JUSQU'À 48 MOIS ou **379\$***

LOUEZ À PARTIR DE PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 3695 \$

- Freins antiblocage ABS et antipatinage
- Coussins gonflables frontaux et latéraux
- Sellerie en cuir
- Sièges avant chauffants
- Toit ouvrant électrique
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Contrôle automatique de la température
- Régulateur de vitesse
- Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques
- Et beaucoup plus

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière
24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hyumus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périigny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
Brossard Hyundai
8450, boul. Taschereau
Brossard (450) 671-2225

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
860, boul. Monseigneur Langlois
Valleyfield (450) 370-3330
Desneules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Jérôme (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascouche (450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Hyundai Ste-Agathe
1701, Route 117
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 321-3777
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier (819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, boul. Fiset
Sorel-Tracy (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal (514) 329-7777
Valois Hyundai
125 boul. Lemire Ouest
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
433, boul. Bois-Francs, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Poirier Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules 2004 neufs suivants : Accent GS/Elantra GL/Tiburon/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant/XG350; PDSF à partir de 12 895 \$/15 625 \$/20 495 \$/22 395 \$/21 095 \$/32 995 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,16 %/3,41 %/4,05 %/3,52 %/3,81 %/4,13 %, mensualités de 149 \$/179 \$/239 \$/229 \$/199 \$/379 \$ pour 60/60/60/60/60/60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 8940 \$/12 735 \$/16 335 \$/16 235 \$/14 935 \$/26 435 \$. Option d'achat de 4643 \$/5166 \$/7476 \$/6683 \$/8718 \$/10 713 \$. Comptant de 0 \$/1995 \$/1995 \$/2495 \$/2995 \$/3695 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF des Accent GS/Elantra GL/Tiburon/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant/XG350 neufs 2004 à partir de 12 895 \$/15 625 \$/20 495 \$/22 395 \$/21 095 \$/32 995 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 36 mois pour les modèles Tiburon 2004; jusqu'à 48 mois pour les modèles Accent, Santa Fe et XG350 2004; jusqu'à 60 mois pour les modèles Elantra et Sonata 2004. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus (Québec). Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 %/0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/208,33 \$/166,67 \$ pour 36/48/60 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$/10 000 \$. Toutes les offres de financement à l'achat et de location sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.